

Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lyon

ANNÉE SCOLAIRE 1902-1903. — N° 21

---

DES  
**QUESTIONS DE SURVIE**

---

DE LA VALEUR LÉGALE ET SCIENTIFIQUE  
DES PRÉSUMPTIONS

---

**THÈSE**

PRÉSENTÉE

A LA FACULTE DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le lundi 1<sup>er</sup> décembre 1902

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

**Raymond ARMBRUSTER**

Né à Belfort (Haut-Rhin), le 19 septembre 1879

Élève à l'École du Service de santé militaire



LYON

A. STORCK & C<sup>ie</sup>, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, rue de la Méditerranée

---

1902



Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lyon

ANNÉE SCOLAIRE 1902-1903. — N° 21

DES  
**QUESTIONS DE SURVIE**

DE LA VALEUR LÉGALE ET SCIENTIFIQUE  
DES PRÉSUMPTIONS

**THÈSE**

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le lundi 1<sup>er</sup> décembre 1902

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

**Raymond ARMBRUSTER**

Né à Belfort (Haut-Rhin), le 19 septembre 1879

Elève à l'École du Service de santé militaire



LYON

A. STORCK & C<sup>ie</sup>, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, rue de la Méditerranée

—  
1902

# PERSONNEL DE LA FACULTÉ

|                      |           |
|----------------------|-----------|
| MM. LORTET . . . . . | DOYEN.    |
| LACASSAGNE . . . . . | ASSESEUR. |
| CROLAS . . . . .     | QUESTEUR. |

## Professeurs honoraires

MM. PAULET, CHAUVEAU.

## Professeurs

|                                                            | MM.                           |
|------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| Cliniques médicales . . . . .                              | { LÉPINE.<br>BONDET.<br>BARD. |
| Cliniques chirurgicales . . . . .                          | { PONCET.<br>JABOULAY.        |
| Clinique obstétricale et Accouchements . . . . .           | FOCHIER.                      |
| Clinique ophtalmologique . . . . .                         | GAYET.                        |
| Cliniques des maladies cutanées et syphilitiques . . . . . | GAILLETON.                    |
| Clinique des maladies mentales . . . . .                   | PIERRET.                      |
| Clinique des maladies des enfants . . . . .                | WEILL.                        |
| Physique médicale . . . . .                                | MONOYER.                      |
| Chimie médicale et pharmaceutique . . . . .                | HUGOUNENQ.                    |
| Chimie organique et Toxicologie . . . . .                  | CAZENEUVE.                    |
| Matière médicale et Botanique . . . . .                    | FLORENCE.                     |
| Parasitologie . . . . .                                    | LORTET.                       |
| Anatomie . . . . .                                         | TESTUT.                       |
| Anatomie générale et Histologie . . . . .                  | RENAUT.                       |
| Physiologie . . . . .                                      | MORAT.                        |
| Pathologie interne . . . . .                               | TEISSIER.                     |
| Pathologie externe . . . . .                               | AUGAGNEUR.                    |
| Pathologie et Thérapeutique générales . . . . .            | MAYET.                        |
| Anatomie pathologique . . . . .                            | TRIPIER.                      |
| Médecine opératoire . . . . .                              | POLLOSSON (Maurice).          |
| Médecine expérimentale et comparée . . . . .               | ARLOING                       |
| Médecine légale . . . . .                                  | LACASSAGNE.                   |
| Hygiène . . . . .                                          | COURMONT (J.).                |
| Thérapeutique . . . . .                                    | SOULIER.                      |
| Pharmacologie . . . . .                                    | CROLAS.                       |

## Chargés de cours complémentaires

|                                                      |                             |
|------------------------------------------------------|-----------------------------|
| Clinique des maladies des femmes . . . . .           | MM. POLLOSSON (A.), agrégé. |
| Maladies des voies urinaires . . . . .               | CHANDELUX, —                |
| Maladies des oreilles, du nez et du larynx . . . . . | LANNOIS, —                  |
| Propédeutique médicale . . . . .                     | ROQUE, —                    |
| Propédeutique chirurgicale . . . . .                 | ROLLET, —                   |
| Propédeutique de gynécologie . . . . .               | CONDAMIN, —                 |
| Anatomie pathologique . . . . .                      | DEVIC, —                    |
| Physiologie . . . . .                                | DOYON, —                    |
| Accouchements . . . . .                              | FABRE, —                    |
| Botanique . . . . .                                  | BEAUVISAGE, —               |

## Agrégés

| MM.    | MM.            | MM.           | MM.           |
|--------|----------------|---------------|---------------|
| ROUX   | SIRAUD         | BÉRARD        | VILLARD       |
| COLLET | DURAND         | SAMBUC        | TIXIER        |
| BOYER  | PIC            | BORDIER       | FABRE         |
| BARBAL | PAVIOT         | COURMONT (P.) | REGAUD        |
| MOREAU | NOVÉ-JOSSERAND | CHATIN        | CAUSSE, ch... |
| VALLAS |                |               |               |

M. BEAUDUN, Secrétaire.

## EXAMINATEURS DE LA THÈSE

MM. LACASSAGNE, président; HUGOUNENQ, assesseur;  
MM. ROQUE, agrégé et COLLET, chargé de cours.

*La Faculté de Médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les Dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.*

*A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE*

*A MA MÈRE*

*A MON FRÈRE*

*A MON GRAND-PÈRE*

*A MA TANTE*

*A MES PARENTS*

*A MES AMIS*

*A MON PRÉSIDENT DE THÈSE*

*M. le Professeur LACASSAGNE*

Professeur de Médecine légale à la Faculté,  
Officier de la Légion d'Honneur.

*A M. LE PROFESSEUR CAILLEMER*

Doyen de la Faculté de Droit de Lyon,  
Professeur de Droit civil,  
Officier de la Légion d'Honneur.

## INTRODUCTION

---

Les questions de Survie ont été déjà l'objet de nombreuses études juridiques et médicales.

Il nous a semblé pourtant qu'il était nécessaire de bien mettre en évidence les contradictions qui existent entre le texte de la loi et les conclusions auxquelles sont arrivés les médecins experts dans les affaires où ils ont été consultés. Nous rechercherons d'abord en nous plaçant au point de vue exclusivement légal si les présomptions édictées par les articles 721, 722 sont indispensables, puis nous montrerons que les rapports des médecins légistes, les faits, les découvertes et les expériences scientifiques auxquelles les questions de survie ont donné lieu, loin de justifier ces présomptions, les condamnent au contraire.

M. le Professeur Lacassagne, qui a été appelé à donner par trois fois son avis en pareil cas, nous a guidé dans l'élaboration de ce travail, il ne nous a ménagé ni son temps ni ses conseils; qu'il nous soit permis de lui témoigner toute notre reconnaissance pour la bienveillance avec laquelle il nous a accueilli, pour l'honneur qu'il nous a fait pendant toute une année en nous recevant dans son laboratoire et celui, qu'il nous fait encore aujourd'hui, en acceptant de présider notre thèse. Nous adressons aussi à M. le Docteur Etienne Martin, chef des travaux, l'assurance de notre respectueuse sympathie.



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41546717\\_0006](https://archive.org/details/IA41546717_0006)

## Étude historique et juridique des présomptions légales de Survie

---

Les questions de survie qui ont dès l'origine préoccupé les législateurs et les jurisconsultes, ne furent étudiées par les médecins qu'à une époque beaucoup plus récente. Il en résulta que lorsque les légistes latins fixèrent la jurisprudence romaine à un moment où la science médicale était très peu développée ils furent amenés à prendre des décisions arbitraires. Le droit romain et le droit canon ayant jusqu'à la Révolution inspiré les sentences des tribunaux, surtout dans les provinces du midi de la France, l'arbitraire se perpétua dans les jugements et les arrêts des Cours de justice et des Parlements. Il n'est donc point inutile d'étudier les solutions que dès le début les jurisconsultes latins crurent devoir donner au délicat problème qui s'imposait à leur investigation. Deux personnes appelées à succéder l'une à l'autre viennent à mourir dans un même événement aucun témoignage ne permet d'établir laquelle des deux est morte la première, il est absolument indispensable de fixer l'ordre des décès pour liquider la succession. Quelle est donc celle de ces personnes qui a survécu à l'autre ?

Comme on était dans l'impossibilité de le démontrer par une preuve directe : *Cum autem quis ante, quis portea decesserit non apparet*, on créa arbitrairement la présomption légale de survie. Cette présomption fit force de loi pendant tout le moyen âge et on jugea exclusivement d'après elle. Plus tard, on réclama l'intervention du médecin, mais bien rarement. En 1660, Zacchias fut appelé à donner son avis dans plusieurs affaires, mais en général on s'en tint à la lettre du code romain. D'ailleurs si on peut incriminer l'insuffisance des connaissances médicales au moment de l'apparition du code et pendant le moyen âge l'excuse n'existe plus pour les auteurs du code civil qui eux aussi arrivèrent comme nous espérons le démontrer à des conclusions arbitraires.

Les juriconsultes romains admettaient deux présomptions légales, l'âge et le sexe. C'est la puberté qui faisait la présomption. Le descendant pubère doit survivre à l'ascendant, et le descendant impubère doit mourir avant lui. *Si Lucius titius cum filio pubere, quem solum testamento scriptum heredem habebat, perierit, intelligitur supervixisse filius patri... Quod si impuber cum patre filius perierit creditur pater supervixisse.* (Digeste. Livre 36. Titre premier. Loi 17). La présomption reste la même quelque soit le genre de mort : dans un combat par exemple : *Cum bello pater cum filio periisset crededit patrem ante mortuum* (Ch. 9. § 1. *De rebus dubiis*. 34. 5.) La présence du fils à la guerre indiquait la puberté. La même règle était appliquée pour la mère. *Si mulier cum filio impubere naufragio periit, priorem filium necatum esse intelligitur.* Donc dans les cas où il s'agit de commo-  
rantes de sexes différents la loi s'appliquerait de la même

façon. Néanmoins les juristes avaient bien spécifié que la question de survie était avant tout une question de fait et de circonstances et que c'était seulement en l'absence de témoignages dignes de foi et de preuves directes que les présomptions légales avaient une valeur réelle. Celles-ci d'ailleurs pendant tout le moyen âge et jusqu'à la publication du code civil, se réglèrent suivant les lois romaines, le fils impubère fut censé mourir avant le père, et celui-ci fut censé mourir avant son fils qui avait dépassé l'âge de la puberté.

Tous les arrêts rendus à cette époque confirment cette distinction, mais on ne la faisait point intervenir pourtant lorsqu'il était possible de connaître les circonstances du fait qui auraient pu à elles seules établir l'ordre du décès.

« Les décisions que le droit nous a données, et qui nous renvoient à considérer l'âge et la force de ceux qui sont périés par un même accident, ne sont que subsidiaires aux circonstances particulières du fait. Car, par exemple, on ne peut pas douter que le feu qui a commencé au premier étage n'y ait consumé ceux qui y couchaient avant ceux qui étaient au dernier étage et que le fils qui était dans l'avant-garde à la bataille ne soit censé mort avant le père qui était dans l'arrière-garde. Il ne faut pas beaucoup de recherches pour montrer que quand le droit a établi la distinction de la force et de l'âge, il ne l'a fait qu'à défaut de ces circonstances (Lebrun). *Traité des successions*. Livre I, Chapitre I).

Les arrêts que nous allons citer sont conformes à ces principes.

1° « Le nommé Thomas Joly, marchand, ayant été tué avec son fils qui était pubère à une attaque qui se fit

de quelques retranchements vers la Porte Saint-Marcel de cette ville de Paris, le jour de la Toussaint 1589, sans que l'on put distinguer d'ailleurs qui était mort le premier des deux, la cour adjugea à la mère la succession mobilière du père qui lui était contestée par un cousin paternel du fils, et jugea que le fils pubère avait succédé ; cet arrêt fut rendu en robes rouges le 14 août 1591 . . . . . »

« . . . . . Un bateau ayant sombré sur la Loire, et une mère et la fille âgée de quatre ans seulement, ayant été noyées; par arrêt rendu en l'audience de la Grande Chambre le vendredi de relevée 9 février 1629, qui est rapporté dans le journal de Dufresne, la cour adjugea la succession mobilière de la mère à ses héritiers collatéraux au préjudice du père et jugea par conséquent que la fille de quatre ans était présumée morte la première dans le commun naufrage... (Lebrun, *Traité des successions*, Livre I, Chapitre I, § 16). Un arrêt du parlement du 10 mai 1655, rendu dans l'affaire Guyot, décide que la fille Guyot, âgée de vingt-deux ans, noyée avec sa mère sous un pont a survécu à cette dernière.

A la fameuse bataille des Dunes 1658, un père et son fils trouvèrent la mort. Le même jour à midi la fille de ce gentilhomme et par conséquent la sœur de son fils fit profession de foi religieuse, la bataille avait également commencé à cette heure. L'arrêt rendu par le parlement décida que la fille ayant pris le voile à midi était morte civilement à cet instant et par conséquent devait être considérée dans l'ordre des décès comme étant morte la première, enfin que le fils ayant dépassé l'âge de la puberté avait survécu à son père.

Dans l'accident du Bac d'Argenteuil 1752 où une jeune

filles agées de 27 ans fut noyée avec sa mère agée de 50 ans et son père, le Parlement rendit un arrêt conforme au droit romain en admettant la survie de la fille, malgré une consultation de deux médecins de Paris, dont un très célèbre, MM. Payen et Lory, qui fut très applaudi et qui faisait mourir la fille la première.

Pourtant on s'est éloigné parfois de ces principes, quand malgré l'absence de témoignages précis et de preuves directes il y avait des présomptions de survie très probables en faveur d'une personne ou simplement par question d'humanité. C'est l'explication qu'en donne l'avocat général Talon : «... D'autres ont désiré qu'on se déterminât simplement par des sentiments d'humanité et qu'on préférât à des collatéraux avides qui n'ont plus de pertes à pleurer, le père, la mère ou l'époux se présentant pour recueillir la succession de leurs enfants ou d'une épouse ; que ce dernier parti doit toujours être pris quand la chose est tellement douteuse qu'il est impossible de se procurer une connaissance évidente de la vérité, qu'au contraire si le débat est entre collatéraux seulement il faut se conformer au cours ordinaire de la vie, puisque la faveur ne réclame alors de préférence pour personne....»

Les juges se sont inspirés de ces idées dans les deux affaires que nous allons citer : « La femme du nommé Bobé, fille de Maître Charles du Molin, et ses deux enfants en bas âge avaient été assassinés par des voleurs dans la nuit du 19 février 1571 ; l'on présuma que les meurtriers avaient d'abord tué la mère, qui seule pouvait résister et mettre obstacle à leur but et quoique les deux enfants fussent âgés l'un de huit ans et l'autre de vingt-deux mois la cour étant persuadée qu'ils avaient survécu à leur mère jugea

que celle-ci devait être considérée comme morte la première ».

L'arrêt suivant a été rapporté par Maître Antoine Mormac : « Un nommé Jean Baudoin, qui avait été marié trois fois, avait été enseveli sous les ruines du Pont aux Meuniers, aujourd'hui le Pont aux Changes de cette ville de Paris avec la mère de sa première femme et une fille qui était un des trois enfants de son premier lit, ce qui donna lieu aux enfants des deux derniers lits de prétendre que cette petite fille avait survécu à son aïeule, étant morte avec elle en puberté, que par conséquent, elle avait été son héritière et que les meubles de l'une et l'autre succession devaient être partagés entre les trois lits, ce qu'ils avaient déjà fait juger par sentence du Châtelet de Paris dont y ayant eu appel en la Cœur, elle infirma la sentence et par cet Arrêt qui est du 5 janvier elle adjugea les meubles en question aux deux autres enfants du premier lit et jugea par conséquent que cette petite fille quoiqu'en puberté était morte avant son aïeule dans un commun naufrage, sur cette raison d'équité qu'il était plus à propos de faire succéder aux biens de cette aïeule les enfants du premier lit qui étaient ses petits fils que ceux du second qui lui étaient entièrement étrangers. » (Lebrun : *Traité des Successions*, livre I, chap. I, § 18.) L'auteur ajoute : « Il faut demeurer d'accord que par dessus toutes les règles de ces matières soit qu'il s'agisse de fixer la mort d'un absent, soit qu'il soit question de développer les derniers moments de ceux qui périssent dans un même naufrage, on doit toujours avoir beaucoup d'égards aux causes qui sont fondées sur l'équité naturelle. ».

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsque la Révolution eut bouleversé la société et renouvelé complètement la constitution du pays, il fallut créer un Code qui répondit au nouvel ordre des choses et qui réglât, d'une façon définitive, les rapports des citoyens entre eux, les devoirs et les droits qui leur étaient attribués par les institutions nouvelles. On ne pouvait laisser la Justice et les Arrêts varier suivant le caprice des juges. Napoléon I<sup>er</sup> dirigea la rédaction du Code qui porte son nom, mais si ceux qui ont été chargés de la publication de ce Code ont fait beaucoup de lois nouvelles, ils s'inspirèrent encore du droit romain et des Coutumes.

Notamment dans le chapitre des successions on crut utile encore d'établir des présomptions légales dans la question de survie.

Les articles 720, 721, 722, les définissent ainsi :

1<sup>o</sup> Art. 720. — Si plusieurs personnes respectivement appelées à la succession l'une de l'autre périssent dans un même événement sans qu'on puisse reconnaître laquelle est décédée la première, la présomption de survie est déterminée par les circonstances du fait et à leur défaut par la force de l'âge et du sexe.

2<sup>o</sup> Art. 721. — Si ceux qui ont péri ensemble avaient moins de quinze ans, le plus âgé sera présumé avoir survécu. S'ils étaient tous au-dessus de soixante ans, le moins âgé sera présumé avoir survécu. Si les uns avaient moins de quinze ans et les autres plus de soixante ans, les premiers sont présumés avoir survécu.

3<sup>o</sup> Art. 722. — Si ceux qui ont péri ensemble avaient quinze ans accomplis et moins de soixante, le mâle est toujours présumé avoir survécu lorsqu'il y a égalité d'âge

ou si la différence n'excède pas une année. S'ils étaient du même sexe, la présomption de survie qui donne ouverture à la succession dans l'ordre de la nature doit être admise ainsi, le plus jeune est présumé avoir survécu au plus âgé.

Ces présomptions ont semblé absolument indispensables aux législateurs à défaut des preuves constatant l'existence des héritiers au moment où est ouverte la succession qu'ils sont appelés à recueillir et qui sont réclamées par l'article 135.

Article 135. — Quiconque réclamera un droit échu à un individu dont l'existence ne sera pas reconnue devra prouver que ledit individu existait quand le droit a été ouvert; jusqu'à cette époque il sera déclaré non recevable dans sa demande.

Nous allons rechercher maintenant dans quels cas les présomptions légales sont applicables, les oublis faits par les législateurs lorsqu'ils ont édicté ces présomptions, et enfin nous verrons s'il y avait nécessité absolue de les créer.

I. — 1° Il résulte de l'article 720 que les circonstances du fait sont les premiers éléments de décision. Si, par exemple, plusieurs personnes trouvent la mort dans l'incendie ou l'inondation d'une maison, si le désastre commence au rez-de-chaussée, celles qui habitaient les étages inférieurs seront présumées mortes avant celles qui occupaient les étages supérieurs.

2° L'application des présomptions est restreinte aux cas où les commorientes sont respectivement appelés à la succession l'un de l'autre et aux successions *ab intestat*. Elles ne devront pas s'appliquer lorsque les deux per-

sonnes décédées dans le même événement héritaient l'une de l'autre, parce qu'elles s'étaient réciproquement instituées légataires universels ou par testament ou par contrat de mariage.

C'est ce qui a été décidé par un arrêt de la Cour de Bordeaux dans une affaire où il s'agissait de deux époux morts dans un naufrage, 29 janvier 1849. C'est aussi ce qui a été décidé par un arrêt de la Cour de Paris, en date du 30 novembre 1850, dans une autre affaire où il s'agissait de deux époux trouvés morts dans une chambre sans qu'il fût possible de prouver la survie de l'un ou de l'autre.

Pourtant, suivant un autre système, les présomptions doivent être étendues à toutes les successions, qu'elles soient déférées par la loi ou la volonté de l'homme (Dalloz).

3<sup>e</sup> Enfin, l'application des présomptions ne peut se faire si le décès n'a pas eu lieu dans un *même événement*. Dans le cas contraire, chacune des deux successions sera dévolue aux héritiers appelés par la loi comme si l'une ni l'autre de ces deux personnes appelées à se succéder réciproquement n'avaient jamais eu de droit.

La mort de M. Leprêtre et son fils succombant la même nuit, le premier à la rupture d'un anévrisme, le second à une maladie chronique dont il était atteint, ne saurait entrer dans la catégorie à laquelle la loi applique les présomptions légales. Il faut que la cause initiale productrice de la mort soit la même pour les commorientes. Dans l'affaire Leprêtre, le tribunal rendit le jugement suivant :

« Attendu que les deux actes constatant les décès arrivés

le même jour les déclaraient morts l'un et l'autre à la même heure, c'est-à-dire à une heure et demie du matin; que cependant il n'apparaît pas qu'ils aient expiré tous deux précisément au même instant; attendu que pour décider entre les deux prétentions opposées il n'a pas lieu de consulter l'article 722 ni comme textuellement applicable, ni au moins comme raison écrite devant servir de guide; qu'en effet la présomption de survie donnant ouverture à la succession dans l'ordre de la nature règle le cas où les deux personnes respectivement appelées à la succession l'une de l'autre périssent dans un même événement; que dans l'espèce Leprêtre père et fils ont péri non dans un même événement dans le sens de l'article 720, mais chacun de son côté par une cause distincte... » Un arrêt de la Cour de Paris du 27 novembre 1867 confirma le jugement précédent.

Dans ses commentaires sur l'article 720, Baudry-Lacantinerie dit que l'assassinat commis sur plusieurs personnes habitant le même appartement, ne peut être considéré comme un seul et même événement, puisque les divers crimes n'ont pas été commis à la fois par la même personne. Nous ne sommes pas de cet avis, car ici, comme nous l'avions dit tout à l'heure, la cause de la mort initiale et productrice est la même pour tous et nous ne croyons pas qu'il y ait besoin de simultanéité absolue dans l'ordre des décès et dans leurs causes, pour que les présomptions soient applicables.

De même Baudry-Lacantinerie dit qu'on ne peut considérer davantage comme un seul événement la mort par suite de maladie de deux personnes, et cela quoique la maladie soit la même. Le premier membre de cette pro-

position nous paraît exact, mais pas le second, car il est absolument contradictoire avec ce que l'auteur admet en suite. Deux personnes, dit-il, mortes à la suite d'une asphyxie subie en commun doivent être considérées comme mortes dans le même événement; or une asphyxie telle que celle de l'oxyde de carbone, ne fait pas subir ses effets instantanément, et elle constitue une maladie au sens propre du mot. Encore faudrait-il s'entendre sur la signification que les législateurs ont donné dans leur esprit à ces deux mots « même événement », et savoir s'il ne les entendaient pas comme une suite de phénomènes de quelque nature qu'ils soient, même différents les uns des autres, déterminant la mort à des intervalles de temps peu éloignés.

On a prétendu qu'il fallait aussi une simultanéité absolue de la cause. C'était d'ailleurs l'opinion des législateurs romains dans la théorie des *commorientes*. Le tribun Siméon disait qu'il fallait pour appliquer les présomptions que la mort s'étende au même instant dans un grand désastre sur plusieurs personnes.

M. le professeur Lacassagne s'exprime ainsi sur cette question dans l'affaire Marcon : « la simultanéité de la cause n'est qu'une illusion, car en fait elle n'existe jamais, il y a toujours une victime qui survit réellement à l'autre. Pour qu'il y ait simultanéité, il faudrait que l'événement fut instantané, qu'il n'ait ni durée, ni circonstances successives. »

Or quand la loi dit même événement, il est clair qu'elle n'entend pas par là un coup de foudre ou un fait sans durée appréciable; elle ne vise pas le cas unique d'une cause ayant eu un effet unique, définitif, instantané, mais

une cause ayant commencé son action au même moment sur toutes les victimes et dont les effets peuvent bien se prolonger. Cela n'est pas discutable, puisque la théorie des commorientes a précisément pour basé unique le degré variable de résistance des victimes. Or ce degré de résistance ne peut rationnellement justifier une présomption de survie que dans le cas où la cause de destruction s'est exercée simultanément sur toutes les victimes sans cependant avoir déterminé instantanément et simultanément les décès. Si on ne donnait pas à la simultanéité de la cause un sens aussi large, les présomptions légales de survie ne trouveraient jamais leur application.

Quelques juristes ont déterminé d'une manière absolue les limites hors desquelles la loi cessait d'avoir de la valeur; pour eux elle ne doit pas être susceptible d'extension, même dans les cas où les présomptions paraissent le plus vraisemblable. La présomption de survie fondée sur la différence d'âge et de sexe, leur paraît tellement obligatoire que le juge ne peut la faire fléchir en appréciant les forces respectives, et la loi a tenu compte des différences de sexe et d'âge, parce qu'elles sont évidentes et parlent d'elles-mêmes, elle n'a pas eu égard à des différences de constitution trop incertaine et le plus souvent inappréciables. « Admettre qu'une supériorité de force notoire est une des circonstances de fait laissée par l'article 720 à l'appréciation des juges, serait laisser trop de latitude à l'arbitraire et conclure contrairement à l'esprit de la loi, dans tous les cas où la comparaison des forces n'est pas motivée par un indice particulier facile à déterminer comme une maladie grave, une

infirmité de nature à produire à chaque instant la cessation de l'existence » (Dalloz).

Ainsi par exemple, dans le concours d'un enfant qui vient de naître et d'un homme de soixante ans et quelques jours, la débilité de l'enfant ne sera pas un motif suffisant d'admettre contre la présomption de l'article 721, la survie du sexagénaire robuste.

Pourtant une autre opinion voudrait qu'une supériorité de force notoire constitue une circonstance du fait laissé à l'appréciation du juge.

Pour quelques-uns les jumeaux doivent être réputés morts en même temps; d'après un autre système, il faudrait uniquement considérer les forces respectives de chacun des jumeaux.

Enfin la loi du 20 prairial an IV a déterminé l'ordre des décès lorsqu'il s'agit de suppliciés mis à mort dans la même exécution et qu'il est impossible de constater l'ordre de leur décès, le plus jeune des condamnés est présumé avoir survécu.

Mais en dehors des hypothèses prévues par la loi il y en a d'autres qu'elle a omis de régler :

1° Un des commorientes appartient par son âge à la première période, l'autre à la seconde, le premier a cinq ans, le second vingt-cinq, d'après l'opinion générale, le second sera présumé avoir survécu car celui-ci sera dans la période de force et pourra mieux résister que le premier qui se trouve dans la période de faiblesse;

2° Par un raisonnement analogue, mais aussi arbitraire que peu fondé, on doit conclure que le commorien âgé de quarante ans survivra à celui qui en aura soixante,

Baudry-Lacantinerie se plaçant au point de vue juri-

dique pur, voit une objection grave à cette double solution : « On étend ainsi, dit-il, une présomption légale en dehors des cas en vue desquels elle a été établie, or c'est un principe certain que les présomptions légales ne sont pas susceptibles d'extension même en vertu d'un argument *a fortiori*. Ce n'est pas répondre à cette objection que de dire qu'on donne ainsi aux présomptions légales leur développement naturel plutôt qu'on ne les étend.

« Il nous paraît plus sûr de s'entendre purement aux principes, d'autant plus qu'on ne voit guère la nécessité d'étendre une présomption légale qu'il aurait mieux valu ne pas créer. » Théophile Huc, dans les *Commentaires du droit civil*, dit aussi : « Les arguments d'analogie et autres semblables qui pourraient être invoqués en matière ordinaires ne doivent avoir aucune valeur en matière de présomptions dominées par la règle de l'interprétation étroite. »

3° Si les commorientes sont exactement du même âge, les présomptions cessent de s'appliquer.

4° Enfin, l'article 727 décide : « sont indignes de succéder et comme tels exclus des successions celui qui serait condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt. Dans un cas de liberticide rapporté par Aubry (*Archives d'anthropologie criminelle*, VII, 302) un mari avait assassiné sa femme et ses enfants puis s'était donné la mort. L'assassin, avant de se suicider, avait pris le soin d'écrire une lettre au commissaire de police dans laquelle il établissait l'ordre des décès ; il avait frappé les enfants les derniers qui devaient ainsi hériter de la mère morte la première ; lui-même recueillait toute la succession puisqu'il était mort le dernier de tous. L'article 727 déclare exclu des successions celui qui serait condamné pour

avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt, l'assassin s'étant suicidé n'a donc pu être condamné et, par conséquent, il peut hériter. Il y a, dit Aubry, dans le texte de la loi une lacune regrettable que l'on aimerait à voir combler au nom de la morale.

#### DE LA NÉCESSITÉ DES PRÉSUMPTIONS LÉGALES

Nous discuterons plus loin la valeur des présomptions et nous rechercherons si, fondées sur des différences de sexe et d'âge, elles correspondent à ce que la science a indubitablement démontré, par conséquent nous ne voulons point préjuger ; mais nous allons voir si elles sont absolument nécessaires, si le juge ne pourrait en leur absence appliquer d'autres articles de loi et régler l'ordre des successions beaucoup moins arbitrairement. Bon nombre de juristes dont nous avons consulté les écrits s'accordent pour reconnaître qu'il n'y avait aucune nécessité d'établir les présomptions de survie. Le droit commun, c'est-à-dire l'application des articles 135 et 136, suffisait largement pour la solution des difficultés.

Article 135. — Quiconque réclamera un droit échu à un individu dont l'existence ne sera pas reconnue devra prouver que ledit individu existait quand le droit a été ouvert ; jusqu'à cette preuve, il sera déclaré non recevable dans sa demande.

Article 136. — S'il ouvre une succession à laquelle soit appelé un individu dont l'existence n'est pas reconnue, elle sera dévolue exclusivement à ceux avec lesquels il aurait eu le droit de concourir ou à ceux qui l'auraient recueillie à son défaut.

Ainsi, sans avoir recours aux présomptions, on peut légalement trancher la question de survie, grâce à l'article 136. Nous citerons ici l'opinion de deux jurisconsultes qui proclament sans restriction l'inutilité des articles 721, 722. « Examinons d'abord cette nécessité absolue qui a été, prétend-t-on, le seul motif d'admettre des présomptions absolues parce que, sans elles, les biens resteraient vacants. Nous ne craignons point de dire avec assurance : Non, cette nécessité imaginaire n'a point été le motif d'établir des présomptions légales de survie entre les personnes qui ont péri dans un même événement et notre raison est sans réplique ; c'est que ni même cette nécessité prétendue ni, la crainte de voir les biens rester vacants n'existent en aucun cas en écartant les présomptions ; on ne connaît pas moins avec certitude à quels héritiers doivent être déférées les successions des personnes qui ont péri dans un même événement. Elles sont alors déférées comme si l'autre personne était absente sans que son existence fut reconnue (article 135). Toullier. *Principes de droit civil*, tome II.

Laurent fait encore mieux ressortir l'inutilité des présomptions dans les lignes suivantes : « Nous croyons qu'il n'y avait ni nécessité, ni justice à établir les présomptions de survie. De nécessité absolue il ne peut pas être question ; car les principes généraux suffisaient pour décider à qui les biens laissés par les commourants seraient transmis. Le législateur lui-même a posé les principes au titre de l'Absence. Ces principes suffisent pour décider dans le débat qui s'élève lorsqu'il y a des commorientes. Les héritiers de Pierre prétendent que leur auteur a survécu, qu'il a recueilli la succession de Paul et qu'il

leur a transmise ; c'est à eux à prouver la survie, car la survie est la condition sous laquelle ils ont droit à l'hérédité de Paul ; s'ils ne parviennent pas à faire cette preuve ils sont déclarés non recevables. Que deviendra la succession de Paul, elle passera à ses héritiers. Ici on nous arrête au nom de la justice ; il est injuste, dit-on, que les biens de Paul, soient recueillis par d'autres héritiers alors que Pierre était appelé à lui succéder. Sans doute Pierre était appelé à lui succéder ; sans doute Pierre doit hériter de Paul, mais à une condition, c'est que l'on prouve qu'il a survécu, si on ne le prouve pas, où est l'injustice de ne pas déférer une succession à celui qui ne peut pas prouver qu'il vivait au moment où elle s'est ouverte. Dira-t-on qu'il y a des probabilités de survie ? Nous répondrons que des probabilités ne sont pas des preuves, que des probabilités peuvent tromper, qu'elles tromperaient très souvent et alors la prétendue justice deviendra injustice. Au milieu de toutes ces incertitudes qu'y avait-il de mieux à faire ? Dans le doute on s'abstient, on laisse le cours aux principes. (Principes du droit civil t. 8).

Ainsi la présomption légale est jugée, des jurisconsultes éminents la trouvent inutile puisqu'on peut sans elle plus logiquement et moins arbitrairement déférer les successions.

Dans la plupart des codes étrangers d'ailleurs il n'est pas question de présomptions de survie, les législateurs ont estimé raisonnablement qu'ils ne pouvaient établir des présomptions ayant une véritable valeur.

Dans le code allemand (Prallgem Landrecht) on trouve t. I, lit. I : « Quand deux ou plusieurs personnes ont perdu la vie dans un accident commun ou au même

moment, de telle sorte qu'on ne peut reconnaître laquelle est morte la première, on doit admettre qu'aucune n'a survécu aux autres. »

Dans le code Autrichien (*Oestr. burg. Gesetzbuch*) il est impossible de prouver la survie de l'un ou l'autre ; ces personnes sont présumées être mortes toutes en même temps et il ne peut être question de transmission d'un droit de l'une à l'autre. En Hollande, dans le Code civil, article 1876 : « Quand il est impossible de savoir qui est mort le premier la présomption sera que tous deux sont morts en même temps et il n'y aura aucune transmission des droits de l'un au profit de l'autre ». En Italie, dans le Code civil, article 924 : « S'il y a doute sur le point de savoir lequel a le premier cessé de vivre, celui qui soutient l'antériorité des décès de l'un ou l'autre doit en donner la preuve, à défaut de preuve il sont tous présumés morts en même temps et il n'y a pas lieu à la transmission de droits de l'un à l'autre ».

De l'étude que nous venons de faire il résulte que :

1° Les présomptions légales de survie sont d'application très restreinte ; elles n'envisagent pas tous les cas qui peuvent se présenter et ne sont pas susceptibles d'extension.

2° Les différentes périodes qu'elles ont établies et qu'elles veulent imposer comme un criterium absolu, sont tout à fait arbitraires.

3° Elles ne sont pas absolument nécessaires, et le texte des articles 135 et 136 est bien suffisant, en tous cas plus logique que les présomptions ; il permet de régler équitablement les questions de survie.

---

## De la valeur scientifique des présomptions

---

Nous venons de voir que les présomptions de survie se réglèrent longtemps suivant les lois romaines. La part faite aux recherches médicales dans ces questions était bien faible.

Ce n'est que très tard seulement que l'on réclama l'intervention des médecins, mais leurs conclusions eurent peu d'influence sur les décisions des juges. Jusqu'en 1663 nous n'avons pas trouvé trace de rapports ou de consultations faites par un médecin à ce sujet. Zacchias l'exprime ainsi : *Plurique jurisconsulti quæstiarum agitarunt, ex medicis autem quod sciam nullus ne verbum quidem* ; Et cependant, dit-il, nos présomptions sont les plus fortes : *Conjecturæ... aut saltem mihi videntur multo urgentiores quam quæ jurisconsultis allatae sunt*. Dans le consilium 51 où il exprime son opinion sur différentes affaires et dans la question XII du livre 5 il pose nettement la question de survie : *Plurimis simul eodemque casu extinctis, quis citius, quis posterius expiraverit* : Il passe en revue des accidents, naufrages, empoisonnements, etc.,

et examine les caractères de survie, âge, sexe, habitude, extérieur, maigreur, obésité, passion, état de santé. Il n'admet pas absolument la supériorité attribuée au sexe masculin ; il cite des cas où la présomption de survie est en faveur de la femme : *Mulieres ex respiratione multo minus laedi quam viros.*

Zacchias fut appelé à donner son avis dans quelques affaires ; nous ne saurions mieux faire que de citer les rapports auxquels elles ont donné lieu.

(ZACCHIAS), CONSILIUM LI

(Traduction de M. Locard)

ECRASEMENT SOUS LES RUINES D'UNE MAISON

ARGUMENTUM. — Parmi de nombreux individus écrasés sous les murs d'un édifice, ont péri Titus, vieillard de soixante ans, obèse et d'un tempérament froid, et Sempronius, son fils, âgé de trente ans, mince et d'un tempérament chaud. On se demande lequel des deux est mort le premier. Les deux cadavres ont été trouvés dix heures après la ruine du monument ; mais le corps de Titus ne paraissait nullement détérioré, d'où il résulte qu'il a été suffoqué par le seul poids des pierres et de la poussière. Le cadavre de Sempronius semblait non seulement avoir été étouffé de cette façon, mais encore avoir reçu une blessure mortelle à l'occiput ; il est vrai que la blessure n'était pas de celles qui entraînent la mort sur le coup. On demande en ce qui concerne le médecin, à quels signes on pourra reconnaître si le fils a survécu au père, ou le père au fils.

CONSILIUM. — La loi supposant toujours que, en pareil cas, le fils survit au père, on peut déclarer a priori que Sempronius est mort après son père. — La notion de la force relative doit

d'ailleurs l'emporter sur celle de l'âge (comme dans ce cas où un père et sa fille âgée de vingt-trois ans, ont été trouvés morts ensemble et où l'on a décidé que la fille devait être morte avant son père, bien que ce fut un vieillard et qu'elle fut pubère parce qu'elle était d'une constitution plus faible que lui). Donc en tenant compte de tout cela, on peut dire, pour l'affaire qui nous concerne, que le premier mort était le plus faible et par conséquent que le fils a survécu au père.

Mais l'hypothèse contraire a pour elle un excellent argument tiré de la façon dont l'écroulement de l'édifice a amené la mort des deux victimes, puisque Sempronius a été atteint d'une plaie mortelle à la tête, ce que n'avait pas Titus. Or, on doit admettre que celui qui présente les lésions les plus graves est celui qui a succombé le premier et surtout que celui qui avait deux raisons de mourir est mort avant celui qui n'en avait qu'une. Or, Sempronius en avait deux : l'étouffement et sa plaie. Et cette plaie pouvait le tuer de deux façons : la syncope ou au moins la commotion cérébrale, ou encore par une hémorragie abondante qui le mettait dans un état de débilité plus grand que son père. En outre, de nombreuses causes concourent à arrêter la respiration chez Sempronius. Non seulement l'étouffement par les matériaux qui le couvraient, mais la syncope qui résultait de sa plaie et de l'hémorragie produite.

Par ces arguments on peut donc croire que la mort de Sempronius est antérieure à celle de Titus.

Et cependant il faut se ranger à l'avis contraire. En effet : 1° L'âge de Sempronius lui permettait de résister plus longtemps à la suffocation que son père un vieillard. Les jeunes gens sont pleins d'humeurs louables qui leur permettent d'obvier aux pires inconvénients, tandis que les vieillards sont encombrés d'excréments et d'humeurs peccantes. 2° Sempronius avait une bonne santé, une bonne constitution. La santé du vieillard n'est qu'une santé relative, donc Titus ne pouvait être considéré comme absolument sain. 3° Les obèses succombent plus vite que les maigres, car l'adipose luxuriante étouffe les vaisseaux et les rend plus étroits, les graisseux, en outre, respirent difficilement.

Enfin Sempronius qui avait un tempérament chaud et sec, a dû survivre à son père dont le tempérament était froid et humide. Les tempéraments chauds et secs résistent mieux parce que ce sont les plus forts.

On peut répondre de la façon suivante aux objections dont cette argumentation est passible.

(a) Les plaies de Sempronius ne pouvaient entraîner la mort du premier coup, les causes qui l'ont amené ont dû agir bien avant celles qui peuvent résulter de la blessure.

(b) La blessure n'a pas été une cause efficiente de la mort, et elle a peu de gravité en comparaison des causes de mort résultant de la circonstance même où elles se sont produites.

(c) De plus cette blessure n'a pu produire une hémorrhagie assez considérable pour amener la syncope, car elle n'avait pas atteint de gros vaisseaux. On ne peut donc pas admettre que Sempronius ait eu le temps de mourir de sa blessure. Il est mort de la même cause que son père, et comme il était plus jeune, plus fort, et d'un meilleur tempérament que lui, il est mort après lui.

## CONSILIUS LXXXV

### EMPOISONNEMENT PAR LES CHAMPIGNONS

ARGUMENTUM. — Un homme et une femme demeurant à la campagne, à l'occasion des vendanges, ont mangé à leur repas des champignons et d'autres mets dangereux. Leur domestique leur servante et leur fermier s'en sont gorgés, comme eux; ils vont dormir, mais, au bout d'un court instant, ils sont réveillés par des douleurs d'estomac, de l'angoisse, une sensation de compression au niveau du cœur, de la difficulté de respirer et autres symptômes inquiétants, ils envoient chercher du secours dans la propriété voisine, par leur domestique et leur fermier. Ceux-ci sont pris en route des mêmes accidents, tombent à terre et auraient rendu l'âme si des hommes accourus

des champs voisins ne leur avaient porté assistance, en les faisant vomir et en leur administrant des antidotes. Pendant ce temps le mari et la femme, privés de tout secours, meurent ainsi que la servante. Or, les deux époux avaient fait depuis deux ans un contrat par lequel celui qui mourrait le premier devait léguer au survivant deux milliers d'écus. On demande quel est celui des deux époux qui est mort le premier.

CONSILIUM. (*Résumé*). — Il semble, au premier abord que l'on ne doit pas dédaigner les considérations qui font supposer que le mari est mort avant sa femme, considérations qui sont tirées du sexe, de l'âge, des forces, du courage, de la faiblesse du cœur, de la qualité du poison, de ses effets. Et d'abord en ce qui concerne le sexe, c'est l'opinion d'un certain nombre de docteurs, que les poisons tuent moins vite les femmes que les hommes, et cette opinion ne semble pas dénuée de fondement, car les poisons agissent d'autant moins vite que la personne qui les absorbe est d'un tempérament plus froid : les gens froids ayant des vaisseaux plus étroits et plus petits, le poison se répand moins vite. Les femmes ayant un tempérament plus froid que les hommes, l'épouse a dû survivre à son conjoint.

La différence d'âge est également en faveur de la femme car le mari avait soixante ans et elle quarante. L'homme étant déjà un vieillard, devait être moins fort et par conséquent succomber plus vite.

Les poisons gagnent toujours le cœur. Celui des vieillards est toujours moins résistant que celui des personnes dans la force de l'âge. Le mari a donc dû succomber le premier. De plus les champignons sont des poisons froids qui tuent d'autant plus vite que l'individu a moins de chaleur naturelle. Les vieillards mourront donc les premiers.

Il faut enfin tenir compte de l'effet des poisons sur la respiration qu'ils arrêtent : or, celle-ci est moins facilement lésée chez la femme que chez l'homme. La nature a, en effet, donné aux femmes une large poitrine, parce que celles-ci doit porter les mamelles pour la nutrition de l'enfant. Aussi les femmes souff-

frent-elles moins de la strangulation que les hommes. Un poison agissant sur la respiration, aura donc tué l'homme avant la femme.

Toutes ces présomptions, vraies en thèse générale, perdent de leur valeur, si l'on tient compte des circonstances du fait. D'abord il faut savoir que l'homme quoique sexagénaire, était très robuste et n'avait jamais eu de maladie, qu'il n'était pas obèse et qu'il avait mangé peu de champignons, reprochant même à sa femme d'en faire une consommation exagérée. Celle-ci, à quarante ans, était surchargée de tissu adipeux, souvent malade, asthmatique, sujette aux suffocations qui l'affaiblissaient. Dans le dernier repas, elle s'était littéralement gavée de champignons et de vin nouveau.

Dans ces conditions, on est obligé de conclure malgré les principes ci-dessus exposés que le mari a survécu à la femme.

L'argumentation de ces rapports est très serrée; mais l'ensemble des motifs sur lesquels Zacchias les établit n'entraîne pas immédiatement il est vrai la conviction, car les différences de tempérament et de constitution sur lesquelles il s'appuie pour conclure ne prévalent pas contre les circonstances du fait qui semblent plutôt à elles seules trancher la question, néanmoins les raisons qu'il donne pour conclure à la survivance de l'un ou de l'autre sont basées sur des observations scientifiques et ces présomptions médicales sont plus rationnelles et plus vraisemblables que les présomptions légales auxquelles elles s'opposent. Il ne faut d'ailleurs oublier qu'elles n'ont pourtant point d'autre valeur que celle qui résulte des données scientifiques sur lesquelles elles sont établies; ces conclusions pouvant varier suivant l'interprétation qu'on en peut faire et surtout avec les progrès de la

science. C'est pourquoi Foderé longtemps après en 1815 étudiant les rapports de Zacchias arrivait à des conclusions absolument opposées estimant que dans le premier cas, ce médecin avait voulu favoriser la veuve de préférence aux collatéraux; il pense que le fils aurait dû être présumé mort le premier, les conditions de l'éboulement, la blessure sur la tête ayant peut-être produit une commotion et même une plaie du cerveau le mettant moins à même de résister à l'asphyxie.

Discutant également les conclusions du second rapport il fait observer que l'adjonction aux champignons de mets indigestes ne prouve rien puisqu'au contraire les poisons reçus sont d'autant moins pernicieux qu'ils sont plus mélangés à d'autres aliments. L'assertion que le propre des champignons vénéneux est d'attaquer la respiration est absolument hypothétique et nullement fondée.

Nous retrouverons encore plus tard l'intervention des médecins Valentini dans ses Pandectes 1701-1708, rapporte qu'une mère et son enfant ayant perdu la vie dans un accouchement laborieux sans qu'on ait eu soin de constater la priorité du décès, des médecins consultés déclarèrent qu'à cause de l'épuisement de la mère on devait croire qu'elle avait succombé la première. Dans l'affaire du Bac d'Argenteuil dont nous avons parlé précédemment, une consultation avait été demandée à deux médecins de Paris, MM. Payen et Lorry. Il s'agissait de savoir si la fille Étienne âgée de vingt-sept ans était morte avant ou après sa mère qui en avait cinquante.

Nous avons à déterminer, disait Lorry, laquelle des trois personnes de la même famille qui sont mortes dans le naufrage

a dû perdre la première le sentiment et le mouvement et laquelle les a perdus le plus irrévocablement.

Au défaut des circonstances ignorées, nous en avons trois qui ont nécessairement concouru: La première est la frayeur que produit une chute inopinée et qui est capable de détruire tous les sens et tous les mouvements, la seconde est le froid excessif tel qu'il est dans le mois de novembre vers le soir, la troisième est l'état d'infirmité, ou ce qui est le même, la circonstance critique dans laquelle se trouvait la personne âgée de vingt-sept ans... Les deux femmes ont, sans contredit, dû avoir le plus de frayeur, et comme elles sont plus sensibles dans certains états que dans d'autres, que les plus jeunes le sont même davantage que celles d'un âge plus avancé en qui les fibres sont plus fortes, celle des trois personnes sur laquelle la peur a produit un saisissement plus considérable, est donc la fille de 27 ans. L'impression de l'eau dont le froid est considérable au mois de Novembre, a dû exciter un saisissement d'autant plus grand que les parties sur lesquelles elle a agi, produisaient le plus de chaleur. Or, les jeunes gens ont plus de chaleur que les vieux, et les femmes, dans le temps qu'elles éprouvent leur flux périodique en plus que les autres femmes, leur pouls est plus fort, etc., ainsi la fille a dû être saisie d'un froid plus vif que les autres, ses nerfs ont dû être engourdis, la circulation a dû s'arrêter; enfin les accidents qui arrivent aux hommes robustes saisis d'un froid subit et violent ont dû à plus forte raison se produire chez cette personne, surtout avec l'infirmité dont elle était attaquée et à laquelle l'impression de l'eau froide est si contraire qu'elle produit souvent une suppression subite suivie de suffocation chez les femmes qu'un hasard malheureux a obligé de s'y exposer. Cette troisième circonstance, le flux périodique est celle qui aggrave les deux autres et qui fait toute leur importance. En vain exposerait-on les ressources de la jeunesse ou la force des vaisseaux qui réagissent; pour que ces forces soient mises en action et qu'elles puissent combattre, il faut qu'elles ne soient pas supprimées par le saisissement de la frayeur et du froid; or il est à présumer que le contraire a eu lieu dans la jeune fille.

Ainsi Lorry conclut que la fille Étienne, âgée de vingt-sept ans, était morte avant sa mère qui en avait cinquante; le Parlement passa outre et conformément au droit romain, admit la survivance de la fille.

Dans des temps plus rapprochés de nous, les médecins furent toujours consultés dans toutes les affaires où il était intéressant de connaître l'ordre des décès. Nous étudierons dans la suite les rapports médicaux-légaux les plus importants qui ont été faits à ce sujet. Dans leurs écrits les médecins légistes se sont efforcés de démontrer que les présomptions légales n'ont point de valeur, et que les différences de force et de résistance résultant de la différence d'âge et de sexe sont absolument arbitraires et ne répondent pas à ce qui se passe réellement dans la nature. Les législateurs ont établi d'une manière absolument injustifiée qu'un enfant qui vient de naître, que même un adulte chétif, malade, doit survivre à un vieillard de soixante et un ans, et qu'un homme mourra toujours après une femme si vigoureuse soit-elle, mais ils n'ont pas dit pourquoi l'ordre des décès devrait être fixé de cette manière. Ils en ont décidé ainsi, parce que probablement il leur semblait plus juste qu'un enfant nouveau-né ayant devant lui un plus long cycle à parcourir, périsse après un vieillard ayant atteint l'âge où il n'a plus de longues années à espérer, et parce qu'ils pensaient aussi que la femme moins habituée à supporter les fatigues et les privations que l'homme rompu à toutes les peines, à tous les travaux devait nécessairement et toujours succomber la première.

Or les médecins légistes ont tous démontré qu'il n'y avait aucune raison de conclure ainsi et que bien souvent

lorsque les circonstances du fait établissaient d'une manière indiscutable la survivance d'un individu, il se trouvait que l'ordre déterminé par les présomptions légales était renversé. C'est pour cela qu'ils ont eux aussi recherché des présomptions qui soient plus rationnelles et qui puissent mieux concorder avec ce que l'expérience nous apprend tous les jours. Mais ce qu'ils ont tous déclaré auparavant, c'est que les circonstances du fait étaient le plus grand élément de conviction et que c'était seulement après avoir étudié très attentivement les résultats de l'enquête et contrôlé la valeur des témoignages qu'ils pouvaient conclure d'une manière absolue. Malgré la valeur véritablement scientifique et incontestablement démontrée de certaines de leurs présomptions, ils n'ont jamais prétendu affirmer quoique ce soit, rien qu'en s'appuyant sur elles, ils n'ont jamais voulu les mettre au niveau de postulats se définissant par eux-mêmes et si manifestement vrais, qu'ils n'ont pas besoin d'être démontrés. C'est en faisant toutes ces réserves qu'ils concluent, et c'est parce qu'ils ne reconnaissent pas à leurs présomptions, si fortes soient-elles, la valeur d'une preuve mathématique et irréfutable qu'ils ne peuvent trancher catégoriquement les questions de survie, encore qu'ils soient parvenus à jeter sur elles une lumière plus vive.

Zacchias le premier, en 1663, a fait une étude détaillée des présomptions. Pour lui dans toutes les circonstances, sauf dans les cas de guerre, où les individus meurent par groupes (*simul commorientur*) ils meurent tous de la même cause, et cette cause, c'est l'asphyxie. Ceux qui sont écrasés par la chute d'un édifice périssent parce que les matériaux qui les pressent, les empêchent de respirer.

Ceux qui sont engloutis par l'eau ne succombent pas à cause de la quantité d'eau qu'ils boivent, mais parce qu'ils ne peuvent plus respirer. Ceux qui sont victimes d'un incendie meurent par inhalation des gaz délétères avant que les flammes ne les atteignent. Ceux qui sont intoxiqués par des vapeurs putrides meurent évidemment faute d'air respirable. Ce sont des phénomènes pulmonaires qui causent la mort des pestiférés. Les fulgurés ne succombent pas à la violence du choc mais à la peur qui les suffoque.

Après avoir ainsi attribué toutes les causes de la mort à l'asphyxie, Zacchias dit que l'âge et le tempérament des individus ont une grande importance. Les enfants au-dessous de onze ans et les vieillards décrépits succombent les premiers, en général, on pourra toujours dire que le fils a survécu au père, le plus jeune au plus âgé, pourvu que le plus jeune ait atteint la puberté. Les maigres meurent après les obèses, parce que ces derniers ont les vaisseaux étouffés par la graisse et, par suite, plus étroits et plus petits. Encore faut-il distinguer l'obésité de ceux qui boivent et mangent beaucoup et ont un tempérament chaud, de l'obésité malade qui correspond à un tempérament froid, car les premiers résistent mieux que les seconds. Les pituiteux et les mélancoliques offrent moins de résistance que les autres. Il faut tenir compte aussi du caractère, les courageux résistent mieux et vivent plus longtemps, ce qui se vérifie par l'exemple des maladies mortelles qui mettent plus de temps à emporter les hommes à caractère énergique que les lâches. Le sexe n'a pas moins d'importance ; les femmes ont la respiration plus difficilement entravée que les hommes, aussi

elles sont moins souvent asthmatiques. Elles ont d'ailleurs la poitrine plus large que les hommes. Les passions de l'âme doivent aussi entrer en ligne de compte, la peur, surtout vive et brusque, peut suffire à entraîner la mort. Les femmes y sont plus sujettes, aussi, en principe, quand une femme et un homme sont morts dans une même catastrophe il faut supposer que la femme est morte la première; de plus, le malade sera toujours considéré comme mort avant l'homme sain.

Il est évident que les présomptions invoquées par Zacchias pour justifier ses conclusions n'entraînent point la conviction après elles; mais au moins cet auteur a eu le mérite de démontrer le premier qu'à côté des différences d'âge et de sexe il y avait des différences de constitution et de tempérament qui avaient autant de valeur, si non plus, que les premières. Néanmoins on ne peut pas dire que Zacchias a apporté la solution de la question et nous avons vu, en effet, que les conclusions qu'il avait tirées des deux consultations données au sujet de cas de morts par empoisonnement et par écrasement avaient été vivement critiquées par Foderé. Celui-ci, dans son *Traité de Médecine légale*, publié en 1815, a fait un long exposé des questions de survie dans lequel il combat les présomptions légales et proclame qu'il y a des données médicales propres à résoudre la question de survie même indépendamment des circonstances du fait.

Pour lui les présomptions légales tirées de l'âge ne sont point exactes, il est vrai que les jeunes gens impubères et les vieillards décrépits ont moins de force que les adultes, mais, dit-il, il est un âge de la vie, celui de 60 à 70 ans, où la puissance vitale semble s'arrêter sans décroître, ni

augmenter et dans lequel plusieurs individus paraissent reverdir ; or, certainement des personnes aussi bien constituées ayant les forces corporelles et le conseil auront été plus susceptibles d'opposer une longue résistance au danger commun que des individus parvenus même à l'âge de 20 ans et dénués des ressources fournies par l'expérience.

Pour ce qui est du sexe, il admet le prédécès de la femme à cause de sa force moins grande de résistance, mais encore faut-il tenir compte des circonstances. Les femmes, déclare-t-il, souffrent moins du besoin de respirer, elles ont la poitrine, quoique moins profonde, généralement plus large que celle des hommes : « En ajoutant à cette organisation une moindre nécessité de la respiration, à cause d'un sang moins échauffé, moins carbonisé et moins chargé des détritits de l'action vitale, il résulte que la femme souffre moins que nous du défaut de la respiration, du manque d'air suffisamment oxygéné ; qu'il est plus ordinaire de la voir rester plus longtemps sans pouls ni respiration apparente et de la sortir avec espoir de la rappeler à la vie d'un milieu dans lequel des hommes forts et vigoureux ont succombé au même danger ; que la femme moins active faisant une moindre consommation de la sensibilité et de l'excitabilité radicales est sujette à des pertes subites de sentiment par la moindre frayeur (syncope) et que devenue étrangère, dans cet état, aux corps environnants, elle évite par ce moyen une grande partie des horreurs du péril, pouvant ainsi profiter de toutes les chances heureuses, et souvent être retirée vivante d'affreux dangers auxquels n'ont pu résister ceux qui ont vu toutes les horreurs et toutes les

conséquences. Je n'ai nulle intention d'établir ici aucun système, mais je parle d'après un grand nombre d'histoires d'assassinats, de naufrages, de famines, de maladies épidémiques, où des femmes ont été sauvées contre toute vraisemblance apparente, au milieu de la perte de tous leurs compagnons d'infortune. »

Fodéré établit aussi l'ordre des décès suivant la nature des tempéraments. Il fait d'abord mourir le pituiteux (lymphatique), puis le mélancolique, le sanguin et enfin le bilieux. Les individus ayant le cou gros sont prédisposés à l'apoplexie ; les gras obèses dans le cas de submersion surnagent plus facilement que les maigres.

Les fièvres malignes, la grossesse, l'hypocondriasie sont des causes de prédécès.

L'état moral des individus influe aussi sur la rapidité de la mort. Les personnes les plus peureuses meurent les premières, la peur étant déjà par elle-même une cause très efficace de mort et qui a souvent suffi à la donner. Les enfants meurent les premiers, puis les femmes et enfin les hommes.

« Dans le cas où les personnes élevées dans la mollesse et l'ignorance, dans le luxe et l'opulence auraient partagé un péril avec des hommes instruits des sciences physiques et forts de l'expérience que donnent l'éducation et les voyages, ces derniers auront survécu aux premiers. »

L'examen des cadavres permet de trouver des signes certains indiquant l'ordre des décès.

Les blessures du cœur occasionnent une mort plus rapide que celles du poumon, celles-ci seront plus graves

que celles des viscères, et ces dernières tueront plus vite que celles des membres.

« En supposant donc que le père, le fils et l'oncle aient été ensevelis sous les ruines d'un même édifice et que l'on retire l'oncle absolument intact, le père avec des blessures au ventre ou à la poitrine, et le fils avec la tête entièrement écrasée, l'on ne pourrait élever de doutes que l'oncle n'ait survécu au père et au fils, que le fils ne soit mort le premier. A côté des signes certains, il y a des signes équivoques qui aident le médecin légiste dans ses recherches. Ainsi les cadavres les plus chauds sont ceux des individus ayant succombé les derniers, etc., etc.

Fodéré recherche ensuite à établir quels sont les individus qui survivraient aux autres dans différents accidents, suivant qu'ils seraient morts de faim, de froid, noyés, incendiés ou empoisonnés.

Pour lui, les enfants supportent moins bien la faim que les adultes, les adultes moins que les gens âgés; il ne fait d'ailleurs ainsi que reproduire l'opinion d'Hippocrate.

« *Senes facillime jejunum tolerant, minimum adolescentes, vero præcipue pueri.* » (*Aph.*, 13 lib.)

C'est avec raison, dit Fodéré, que le Dante s'est servi de ce principe pour établir l'ordre de survie du comte Hugolin et de ses enfants. Ce comte avait été enfermé dans une tour avec ses quatre enfants et condamné à mourir de faim. Ils y vécurent pendant quelques jours. Le poète les fait mourir dans l'ordre suivant : le cadet des enfants qui n'avait que trois ans expira le quatrième jour, les trois autres qui étaient déjà des adolescents moururent le cinquième et le sixième jour, le père survécut à ses enfants et

ne mourut que le huitième jour. (Morgagni, *De causis morb.*, epist. 68, n° 6 et 7.)

La femme supporte plus que l'homme l'inanition; d'abord les puissances caloriques, les sécrétions et les excréctions sont moins actives; parce qu'enfin la sensibilité manifestement plus intense chez la femme peut faire dédaigner et oublier le besoin de nourriture (hystériques mélancoliques).

On peut dire conséquemment entre plusieurs personnes supposées être mortes de faim que : 1° relativement à l'âge les plus jeunes seront mortes les premières; 2° relativement au sexe que la femme aura survécu à l'homme; 3° relativement au tempérament que les personnes maigres et d'une constitution bilieuse auront péri avant celles d'un état contraire; relativement à l'état de l'âme et à la susceptibilité nerveuse que les personnes les plus vivaces et sujettes aux maux de nerfs auront pu résister plus longtemps; 5° que celles qui auront pu boire ou qui se seront trouvées dans un lieu humide auront conservé la vie beaucoup plus longtemps que celles qui auront été privées de ce secours ou qui se seront trouvées dans un lieu sec et chaud.

Ainsi les conclusions relatives à l'âge auxquelles aboutit Foderé sont absolument opposées aux présomptions légales.

Pour les cas de mort par submersion, le saisissement syncopal surprenant l'individu immergé brusquement dans l'eau est une bonne condition, car il ne respire pas et l'eau ne pénètre pas dans les poumons. La mort est beaucoup plus lente à venir; tandis que l'individu qui n'a pas de syncope se débat, respire et avale l'eau qui pénètre

par les bronches; la mort vient plus vite, car, dans le premier cas, la syncope amenant un ralentissement presque complet de la circulation produit en même temps une désoxygénation moins rapide que dans le second. Les syncopés sont plus vite et plus souvent rappelés à la vie, même après un long temps d'immersion. Entre plusieurs personnes qui ne sauraient pas nager, Foderé croit que ce sont les poltrons qui périssent les derniers, la peur et la commotion leur faisant perdre le sentiment et les garantissant ainsi de la suffocation lorsqu'ils tombent à l'eau.

Foderé estime qu'il est permis dans tous les cas d'apporter une solution aux questions de survie, les présomptions qu'il admet lui paraissant assez fortes pour conclure à la survivance de tel ou individu.

Nous ne croyons pas pour notre part, malgré tout qu'elles soient suffisantes pour affirmer d'une manière catégorique, et, si nous reconnaissons que les choses se passent comme Foderé le prétend, encore faudra-t-il tenir compte des exceptions qui peuvent se présenter et des cas peu rares où ses présomptions se trouvent peu justifiées.

Orfila, dans le traité de médecine légale qu'il publia en 1836, n'est point aussi affirmatif que lui; il met en évidence ce qui lui paraît inexact dans les conclusions de Foderé; il pense que « ces préceptes nous paraissent trop vagues, trop inexactes et sujets à un trop grand nombre de restrictions pour pouvoir être de quelque utilité », et il trouve que l'état actuel de la science sous ce rapport est beaucoup trop en retard pour introduire des modifications à l'abri de tout reproche.

D'autres médecins après Foderé ont étudié des questions de survie. Devergie s'est principalement occupé de rechercher s'il était possible d'établir l'ordre des décès lorsque la mère et l'enfant avaient succombé au cours d'un accouchement long et difficile sans qu'on ait eu soin de remarquer lequel des deux avait survécu; il rapporte le fait cité par Michel Bernard Valentini où des médecins célèbres après avoir considéré d'un côté la faiblesse de l'enfant qui avait eu tant de peine à naître; de l'autre, l'épuisement de la femme par la longueur et la difficulté du travail, décidèrent que la mère était morte la première à cause de cet épuisement. La chambre impériale de Wetzlar, décida sur une semblable question, que la mort de la mère avait précédé celle de l'enfant: 1° parce que la mère avait été affaiblie par le travail de l'accouchement; 2° parce que l'enfant n'avait pu périr qu'après avoir été privé par la mort de la mère de l'aliment qu'elle lui fournissait.

Devergie envisage tous les cas qui peuvent se présenter au cours d'un accouchement laborieux.

Dans certains cas, dit-il, les éléments de conviction sont suffisants pour conclure en faveur de l'un ou l'autre; mais il recommande néanmoins aux médecins experts de s'entourer du plus grand nombre de documents possible et d'apporter beaucoup de soin à peser chacune des circonstances du fait. Briand et Chaudé sont arrivés aux mêmes conclusions que Devergie. Tourdes estime que l'enfant doit être déclaré, le plus souvent, mort après la mère surtout lorsqu'il est démontré que cet enfant a vécu et qu'il a succombé ensuite sous l'influence de toute autre cause que celle de non viabilité.

Pour nous, nous ne croyons pas qu'il soit permis aux médecins légistes d'apporter une solution définitive à tous les problèmes qui peuvent se présenter si on ignore absolument les circonstances du fait. On ne peut admettre, par exemple, que la présomption de survie en faveur de l'homme peureux dans un cas de submersion ait une grande valeur. Nous pensons plutôt que l'individu saisi de peur se débattrait plus lorsqu'il sera tombé à l'eau qu'un homme courageux qui jugera toute l'étendue du péril et dont les mouvements seront moins désordonnés et plus réguliers. Le premier avalera une plus grande quantité d'eau que le second. De plus tous les gens peureux ne sont pas prédisposés à la syncope, Brouardel dit précisément à ce sujet que l'impressionnabilité est très variable, suivant l'âge, le sexe, la surprise, le passage soudain du sommeil à la veille. A la suite de fortes émotions certaines personnes ont des syncopes, d'autres ont au contraire des exaltations; entre ces deux cas extrêmes il y a des circonstances multiples où la variabilité de l'émotion change forcément. Il n'en reste d'ailleurs pas moins comme établi et démontré qu'un individu ne résistera pas plus de cinq minutes à l'asphyxie s'il ne perd pas connaissance et si en se débattant il avale de grandes quantités d'eau, tandis qu'il pourra être rappelé à la vie après quinze et même trente minutes de séjour dans l'eau s'il a été saisi de syncope au moment de la submersion.

C'est ce principe qui a permis à M. Lacassagne de conclure sans réserve dans l'affaire Rivoire, que nous allons citer, à la survivance de M. Rivoire. Les circonstances du fait appuyaient d'ailleurs ses conclusions d'une manière incontestable. Dans l'affaire Levainville, que nous

allons également rapporter, grâce à l'examen des cadavres et surtout aux circonstances du fait, Tardieu qui avait été consulté prouva que M<sup>ll</sup> Levainville, âgée de neuf ans, avait survécu à sa mère âgée de trente ans contrairement à ce que les premiers juges avaient décidé suivant les présomptions légales.

### Consultation médico-légale dans l'affaire Rivoire

Par M. le professeur LACASSAGNE et le D<sup>r</sup> COHAT.

Plusieurs personnes parmi lesquelles M. et M<sup>me</sup> Rivoire, se promenaient en canot sur le Rhône, lorsque au moment d'aborder sur la rive le remous produit par un bateau à vapeur qui passait à côté d'eux, fit chavirer l'embarcation. M. Rivoire avait réussi à remonter sur celle-ci complètement retournée, sa femme entraînée par le courant, allait disparaître lorsqu'un de leurs compagnons, M. Maniette se précipita à son secours et réussissait à la saisir par les cheveux. Il la ramenait au bord lorsque passant à côté du canot où se trouvait M. Rivoire, celui-ci, affolé par la vue de sa femme complètement immergée et probablement la croyant en grand danger, se précipita sur le sauveteur, le saisit par le cou et l'entraîna avec M<sup>me</sup> Rivoire au fond de l'eau. M. Maniette réussit à se dégager et put regagner le bord. M. Rivoire et sa femme ne reparurent plus. Le corps de M<sup>me</sup> Rivoire a seul été retrouvé le lendemain à 340 mètres du point où il avait disparu.

Madame Rivoire laissait une grande fortune, elle avait institué son mari comme légataire universel, par préférence à des parents honorables mais peu aisés; il importait donc de savoir laquelle des deux victimes de l'accident avait survécu à l'autre. Un des experts commis dans l'affaire, le docteur de Beauvais était arrivé aux conclusions suivantes que nous résumons:

1<sup>o</sup> M<sup>me</sup> Rivoire était en pleine syncope au moment où M. Maniette fils après s'être dégagé de son étreinte l'a saisie aux che-

veux, elle vivait par conséquent, quoique en état de mort apparente.

2<sup>o</sup> M. Rivoire qui avait échappé sans accident à la première immersion a dû lorsqu'il s'est précipité dans l'eau la seconde fois, par ses mouvements actifs, désordonnés, par ses cris désespérés, succomber rapidement à l'asphyxie en facilitant la pénétration abondante de l'eau dans la trachée et dans les bronches par ses efforts d'expiration et d'inspiration, tandis que M<sup>me</sup> Rivoire, tombée comme un corps inerte au fond de l'eau n'éprouvant pas, vu l'état syncopal, le besoin de respirer a dû résister plus longtemps à l'asphyxie.

3<sup>o</sup> Que l'aspect extérieur du corps de M<sup>me</sup> Rivoire, retrouvé seul le lendemain, à sept heures du matin, sur le théâtre même de l'événement, sa pâleur, la conservation parfaite des traits, confirment cette opinion, que des faits nombreux et analogues dans la science et dans les annales des sociétés de sauvetage appuient sérieusement .

4<sup>o</sup> M<sup>me</sup> Rivoire a donc survécu à son mari.

M. Brouardel appelé à donner son avis, déclara que les circonstances de l'accident portées à sa connaissance et surtout l'absence d'autopsie des deux cadavres ne lui permettaient pas de conclure.

Monsieur Lacassagne fut chargé d'une nouvelle expertise. Il recueillit de nouveaux renseignements ignorés des premiers experts. Il apprit que lorsque M. Maniette se précipita au secours de M<sup>me</sup> Rivoire, il y eut une lutte entre eux qui dura plusieurs minutes. Le sauveteur eut sa veste de toile et sa chemise déchirées par les mains et sa poitrine égratignée par les ongles de M<sup>me</sup> Rivoire qui faisait des efforts désespérés et convulsifs pour se cramponner à lui. Elle lâcha prise enfin. M. Maniette, après avoir repris sa respiration, regarda autour de lui et aperçut, à quelques mètres en aval, au-dessus de la surface un des bras de M<sup>me</sup> Rivoire, il la ressaisit par les cheveux, alors que complètement immergée elle coulait à fond.

Enfin quand M. Maniette se fut dégagé pour la seconde fois de l'étreinte de M. Rivoire qui s'était précipité sur lui et sa

femme et qu'il eut regagné le bord, il aperçut un instant après M. Rivoire reparaissant sur l'eau.

M<sup>me</sup> Rivoire était d'un tempérament lymphatique, ses organes respiratoires étaient tellement délicats qu'elle a dû aller souvent suivre un traitement à Cauterets. Elle avait un embarras nasal qui la faisait respirer beaucoup plus par la bouche que par le nez. Elle était à peine guérie d'une affection de la matrice déjà ancienne,

M. Rivoire était d'un tempérament très nerveux, d'une santé ordinaire et d'un caractère très impressionnable.

La mort dans les cas de submersion peut être produite soit par asphyxie, soit par syncope. Dans le premier cas il y a absence d'efforts respiratoires, la mort arrive moins rapidement, on peut même poser en principe que moins l'individu qui se noie respire, plus il a de chances de vivre.

C'est en effet par la syncope que l'on peut expliquer les exemples authentiques de personnes rappelées à la vie après avoir séjourné dans l'eau quinze et même trente minutes.

Or, pour Monsieur Laccassagne, M<sup>me</sup> Rivoire a succombé à l'asphyxie, la lutte désespérée de cette dame serait démontrée par les traces laissées sur la poitrine et les vêtements de M. Maniette; cet épisode a été inconnu de MM. de Beauvais et Brouardel. Les mouvements désordonnés ont dû s'accompagner d'efforts respiratoires qui ont nécessairement introduit une grande quantité d'eau dans les poumons. C'est là ce qui survient dans la mort par asphyxie.

Si on tient compte du temps qui s'est passé pendant cette lutte on comprendra que lorsque le corps de M<sup>me</sup> Rivoire a été saisi par les cheveux, l'asphyxie était déjà avancée ; la victime était probablement sans connaissance.

Au contraire l'absence de mouvements de M. Rivoire et la facilité avec laquelle M. Maniette s'est dégagé, font un contraste frappant avec la lutte que ce même jeune homme avait soutenue avec M<sup>me</sup> Rivoire. Il est donc permis de supposer un évanouissement ou une syncope de M. Rivoire, et cette syn-

cope commençait alors que l'asphyxie de M<sup>me</sup> Rivoire touchait à son terme.

Ainsi M<sup>me</sup> Rivoire et son mari n'ont pas été en état de submersion simultanément. M. Rivoire était accroché à la quille du bateau alors que M. Maniette fils ramenait M<sup>me</sup> Rivoire sans connaissance par les cheveux. Celle-ci semble avoir succombé à l'asphyxie, son mari serait mort de syncope. Or, comme la mort survient en général cinq ou six minutes dans les cas d'asphyxie par submersion il y a présomption que M<sup>me</sup> Rivoire était morte ou dans un état voisin de la mort lorsque son mari s'est précipité dans l'eau pour lui porter secours. M. Rivoire était en outre d'un caractère très impressionnable et on peut le dire, prédisposé à la syncope. M<sup>me</sup> Rivoire était sujette à une affection des voies respiratoires, favorisant par conséquent, l'asphyxie.

*Conclusions :* 1° Des circonstances de fait nombreuses, décisives permettent d'apprécier la question de survie soulevée à l'occasion du décès de M et M<sup>me</sup> Rivoire survenu le 12 Juin dernier. 2° Toutes les présomptions sont que M<sup>me</sup> Rivoire a succombé à l'asphyxie par submersion, et que M. Rivoire est mort de syncope produite par la même cause. 3° Il s'est écoulé un intervalle notable entre le moment où M<sup>me</sup> Rivoire était privée de connaissance par suite de l'asphyxie et le moment où M. Rivoire a disparu dans l'eau. 4° Toutes les circonstances du fait tendent à démontrer que M. Rivoire a survécu à M<sup>me</sup> Rivoire.

Une autre consultation fut demandée aux docteurs Seux, Chaplain, Rampal, Combalat, Marcorelles, de Marseille. Ils aboutirent aux mêmes conclusions.

L'affaire Rivoire ne donna pas lieu à un jugement, les deux parties ayant accepté une transaction d'un commun accord.

**Affaire Levainville. — Consultation médico-légale.**

PAR M. TARDIEU (*Annales d'hygiène publique*, 1873)

Tome, 40, 2<sup>e</sup> Série. — Résumé.

1<sup>o</sup> Exposé des faits.

Le 10 octobre 1870 sur la pointe du rocher Pennemark (Finistère), cinq personnes étaient assises en deux groupes, faisant face à la mer, distants l'un de quatre mètres environ l'un de l'autre, et composés, le premier, de Madame Levainville, âgée de trente ans, assise, sur laquelle s'appuyait la jeune Dresch, sa nièce et du jeune Dresch couché sur le rocher; le second de Madame Bonemain et de Mademoiselle Levainville, âgée de neuf ans. Une lame venant de Talifern s'est d'abord brisée de toute sa force sur le premier groupe qui avait déjà disparu sous la vague, quand l'eau s'est répandue sur le rocher et après ce dernier choc a entraîné le second groupe sans le recouvrir entièrement. M. Lelainville invoqua ce fait comme une preuve de la survie de sa fille. Le tribunal de Quimper rendit un jugement basé sur l'application des articles 721 et 722, et admettant qu'il serait déraisonnable de supposer qu'un intervalle d'une seconde a procuré la mort par asphyxie d'abord à la mère âgée de trente ans, puis à la fille âgée de neuf ans. Après avoir consulté Tardieu, Monsieur Levainville fit appel. La cour de Rennes, après audition de quatre témoins rendit, en mai 1873, un arrêt ordonnant l'enquête pour plusieurs motifs dont le principal était que les corps des victimes faisant partie du premier groupe, ceux du jeune Dresch et de Madame Levainville notamment, portaient de nombreuses contusions et étaient dépouillés de leurs vêtements; que, au contraire, le corps de M<sup>lle</sup> Lelainville a été retrouvé sans aucune trace de blessures, ni contusions, entièrement intact et recouvert de ses vêtements. D'où il semble résulter que M<sup>me</sup> Lelainville et les enfants Dresch, ont seuls essuyé la force de projection de la masse d'eau. Cette force de projection a été telle qu'elle les a tués sur

place d'après l'explication du témoin et des hommes connaissant les effets des coups de mer. Les conclusions du rapport médico-légal de Tardieu furent les suivantes : 1° Des circonstances du fait nombreuses, pertinentes, décisives, autorisent à juger la question de survie soulevée à l'occasion du décès de M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Levainville en dehors des présomptions banales et arbitraires de la force et de l'âge. 2° Tout diffère en effet et dans l'ordre et la manière dont la mère et la fille ont été atteintes par les vagues et précipitées dans la mer. 3° L'état des cadavres présente également des différences qui ne permettent pas d'admettre que ces deux personnes aient succombé en même temps et aussi du même genre de mort. 4° Toutes les circonstances du fait tendent à démontrer que dans la catastrophe du 10 octobre 1870, la jeune Gabrielle Lelainville a survécu à sa mère.

La cour jugea qu'il y avait présomption déterminée par les circonstances du fait et que M<sup>lle</sup> Levainville avait survécu à sa mère. Un pourvoi fut formé pour violation des art. 721 et 722 et fausse application de l'art. 720, mais la Cour rejeta le pourvoi... Cass., 31 avril 1874.

Nous pouvons tirer comme conclusion de l'étude de ces deux consultations que ce sont les circonstances du fait qui ont permis surtout aux deux médecins légistes de se prononcer d'une manière catégorique, mais en outre il ressort principalement de l'expertise faite au sujet de la mort de M. et M<sup>me</sup> Rivoire que dans la submersion la mort par syncope n'arrive qu'au bout de quinze à vingt minutes, tandis qu'il suffit de cinq minutes pour qu'un noyé succombe à l'asphyxie.

Dans la submersion, la mort par asphyxie se caractérise à l'autopsie par des signes qui font totalement défaut dans la mort par syncope. Ces signes sont : l'augmentation de volume des poumons, l'écume, l'eau, les corps

étrangers dans les voies respiratoires et dans l'oreille moyenne, l'eau dans l'estomac, la congestion pulmonaire et les ecchymoses sous pleurales, enfin la très grande fluidité du sang et l'état du foie qui laisse écouler une quantité considérable de sang dilué. Ainsi, lorsque plusieurs personnes périront noyées, ce sera une très forte présomption pour que celles qui ne présenteront aucun des signes précédents soient mortes par syncope et aient par conséquent survécu aux autres.

Supposons maintenant que plusieurs personnes aient été assassinées. Il est ici très difficile de conclure et de tirer une présomption de survie de la nature des plaies. Sans doute une plaie du cœur et surtout de l'oreillette amènera plus rapidement la mort que celle des viscères ou des membres, encore que nous sachions que l'on peut vivre pendant plusieurs heures après une blessure du ventricule du cœur; sans doute il sera permis de dire qu'un individu ayant le crâne fracassé a pu mourir avant un autre atteint d'une plaie pénétrante de l'abdomen; mais il nous sera impossible de dire exactement le temps que les différentes blessures mettent à produire la mort, et ce ne sont point des signes comme la rigidité cadavérique ou les lividités dont le moment de l'apparition n'a rien de précis qui permettent de déterminer la date de la mort. Aussi, dans les rapports que nous avons étudiés et les deux consultations que nous reproduisons ci-dessous, les médecins n'ont pu formuler des conclusions précises et prononcer la survie en faveur de l'une ou l'autre victime.

## Affaire Marcon. — Question de survie.

(M. LE PROFESSEUR LACASSAGNE)

*Archives de l'Anthropologie criminelle.* 1893

*Résumé.* — Deux personnes avaient été assassinées à Saint Etienne dans le courant du mois de juillet 1891, Madame veuve Marcon âgée de soixante-seize ans, et sa fille Marie, âgée de quarante-neuf ans. Ce crime donna lieu à des poursuites contre Ravachol. Des constatations faites par le docteur Garaud il résulterait que: 1° la mort de la femme et de la fille Marcon était due à des fractures multiples du crâne et à des lésions cérébrales très profondes ; 2° que les coups avaient été donnés avec un instrument contondant; 3° que le marteau soumis à son examen avait pu produire les lésions constatées; 4° que le crime avait pu être commis par un seul homme; 5° que la mort était survenue peu de temps après le début de la digestion.

A l'autopsie, le docteur Garaud trouva sur la tête de Madame Marcon des plaies multiples, une fracture du rocher à gauche, un arrachement complet de toute la partie postérieure du crâne. Le lobe sphénoïdal de l'hémisphère gauche du cerveau était en bouillie. Mademoiselle Marcon avait également de nombreuses plaies à la tête. Le temporal droit était fissuré; le temporal gauche réduit en une quantité considérable d'esquilles. Le malaire et la base du rocher étaient fracturés, le lobe gauche du cerveau était en bouillie .

D'après la description des blessures relevées, il y a une telle ressemblance dans les parties atteintes, la forme et la gravité des fractures qu'il semble bien évident que la même force, le même procédé ont été employés, c'est là une preuve décisive qu'elles ont été faites par un seul et même individu. Les circonstances du fait ne sont pas suffisamment connues pour permettre de préciser l'ordre dans lequel les deux victimes ont été frappées. De plus quelque soit le mécanisme que l'on puisse invoquer pour expliquer la mort dans le cas de fractures du

crâne, il n'est pourtant point possible de dire, si l'on n'est précisément point éclairé par les circonstances du fait, quand la mort est arrivée et dans quel ordre Madame et Mademoiselle Marcon ont succombé. Il y a eu chez elles des fractures du crâne à grand fracas accompagnées de commotion et de compression cérébrale grave et suivies d'hémorragies abondantes, la mort a dû survenir très vite, il y a eu un choc foudroyant, elles ont été comme sidérées. La vie s'est tout à coup radicalement trouvée comprise, mais il est impossible de dire quand la mort est survenue. Quand deux personnes sont blessées de la même façon et à un court intervalle de temps l'une de l'autre, lorsque les traumatismes sont très graves et capables d'amener rapidement la mort, il est impossible de déterminer d'après les blessures seules, quelle est celle des deux victimes qui a survécu. M. Brouardel a conclu de la même façon dans son rapport sur le meurtre de Marie Regnault et de Louise Gumeret, égorgées par Pranzini.

Les conclusions de M. Lacassagne furent les suivantes :

1° Il est impossible d'affirmer avec certitude laquelle des deux victimes, de Madame Marcon ou de sa fille est morte avant l'autre.

2° Il n'y a aucune présomption suffisante pour faire admettre le prédécès de l'une ou de l'autre.

Arrêt de la Cour d'Appel de Lyon, 19 Juin 1893 : Dit et prononce que par application des articles 720 et 722 du code Civil, Marie-Françoise Marcon est présumée avoir survécu à sa mère et qu'elle a recueilli la totalité de la succession.

On peut rapprocher de la mort des dames Marcon celle de M. et M<sup>me</sup> Fair, victimes tous deux, au mois d'août 1902, d'un terrible accident d'automobile.

Les deux victimes ont été projetées hors de leur voiture, qui marchait à une allure de soixante-dix kilomètres à l'heure, et sont venues en même temps se fracasser le

crâne contre un arbre. Le seul témoin de l'accident a déclaré que « le corps de M<sup>me</sup> Fair gisait au pied de l'arbre, sa main gauche se raidissait dans les derniers frissons de l'agonie; par contre, son malheureux époux gisait étendu de tout son long et agitait encore fébrilement la jambe gauche ». Le témoin en a conclu que la mort a accompli plus lentement son œuvre pour M. Fair que pour sa femme.

Pour nous, nous ne voyons pas très bien pourquoi l'agitation fébrile de la jambe gauche de l'homme a pu faire penser au témoin que la mort mettait plus de temps à venir, puisque la femme n'était pas encore morte et qu'elle aussi avait des mouvements dans la main gauche « qui se raidissait dans les derniers frissons de l'agonie ».

Un témoin plus perspicace et moins ému aurait pu peut-être mieux nous renseigner. L'impression rapportée par le seul témoin de l'accident n'est donc pas suffisante pour nous permettre de conclure et les fractures multiples à peu près semblables relevées sur le crâne des victimes ne peuvent nous fournir aucune présomption en faveur de l'une ou de l'autre.

Dans une affaire analogue où il s'agissait de blessures multiples du cœur, faites par les assassins sur la femme P. et son fils, M. Hemey dans son rapport a conclu à l'impossibilité d'établir une preuve absolue de la survie de l'une ou l'autre victime (*Annales d'Hygiène publique* 1873-39).

Mais si des assassins, pour faire disparaître toutes traces de leurs crimes, ont mis le feu à l'appartement dans lequel se trouvaient leurs victimes, on pourra trouver un puissant élément de conviction dans le cas où les brûlures relevées sur les individus présenteraient des caractères

vitaux ; il est établi en effet que les brûlures faites pendant la vie présentent des caractères particuliers qui se manifestent par la production d'une phlyctène de dimensions variables contenant du sérum plus ou moins sanguinolent avec une vive injection de son fond, et entourée d'un liseré rouge. On a montré pourtant que la chaleur agissant sur des cadavres infiltrés et au niveau des parties œdématisées pouvait amener la formation de phlyctènes également, mais leur fond n'est pas injecté et il n'existe pas de liseré rouge autour de l'ampoule. Si donc sur les cadavres d'individus assassinés, puis brûlés, on constate sur les uns la présence de brûlures à caractères vitaux, et si sur les autres les brûlures ne présentent pas ces caractères, on pourra dire que les premiers vivaient encore quand l'incendie a été allumé, tandis que les seconds étaient déjà morts.

**Consultation médico-légale sur l'assassinat  
des époux Maes.**

OLLIVIER D'ANGER. 1843. — *Annales d'hygiène. Tome 29-30.*

RESUMÉ. — Les époux Maes ont été assassinés, les meurtriers pour essayer de faire disparaître leurs victimes avaient mis le feu dans l'appartement qu'elles habitaient. Le corps de Monsieur Maes était complètement nu, sa femme était habillée. L'autopsie a démontré que chez le premier la mort avait été déterminée par les fractures du crâne faites par un instrument contondant, il avait en outre, des lésions profondes du cerveau. Rien dans l'état extérieur du corps n'indiquait une lutte ou des efforts de défense, il avait dû être surpris par le meurtrier et étourdi complètement. L'état de nudité rendait vraisemblable l'opinion que Monsieur Maes avait été assassiné

étant couché dans son lit ou lorsqu'il en sortait. Au niveau des parties brûlées, il n'y avait ni injection de la peau, ni soulèvement par de la sérosité. Ces brûlures avaient les caractères des brûlures post mortem.

Le corps de Madame Maes était revêtu d'une chemise et d'une robe. Il y avait au niveau de la tête cinq plaies contuses avec épanchement sanguin sous cutané. Les os sont fracturés au niveau des fosses temporales. La dure mère est décollée à cet endroit, mais il n'y a aucune lésion de la substance cérébrale. Au niveau du dos et aux fesses, il y a de très larges brûlures avec une injection sanguine manifeste, l'épiderme est soulevé par une exsudation considérable de sérosité; il y a d'autres brûlures mais qui n'ont pas de caractères vitaux. Madame Maes avait un embompment considérable, elle avait quelques années de moins que son mari.

*Conclusions :* 1° Les blessures de la tête ont été faites avec un instrument contondant. 2° Les contusions de la face et de la poitrine et les ecchymoses situées à la partie supérieure du sternum indiquent une lutte. 3° Les vêtements dont Madame Maes était couverte, démontrent qu'elle était levée au moment où elle a été assaillie. 4° Il est hors de doute d'après les caractères des brûlures relevées sur le corps de la victime que celle-ci n'était point encore complètement privée de vie quand elle a été atteinte par le feu allumé dans la pièce où elle gisait.

Pour ce qui est de savoir l'ordre dans lequel les deux époux ont été frappés par leurs meurtriers, il est impossible de le préciser d'une façon catégorique. Mais ce qui est certain c'est que les fractures relevées sur le crâne de Monsieur Maes avaient déterminé la contusion et la laceration de la substance cérébrale à leur niveau; celles de sa femme n'avaient provoqué qu'un épanchement sanguin qui avait décollé la dure mère. Les brûlures de Monsieur Maes avaient le caractère des brûlures faites après la vie; au contraire, la plupart des brûlures relevées sur Madame Maes avaient des caractères vitaux. Cette dernière vivait encore lorsqu'elle a été atteinte par les flammes.

Considérant en outre que s'il est impossible de déterminer qui des deux a été frappé le premier, la gravité des blessures de Monsieur Maes était de nature à entraîner plus rapidement la mort; considérant d'autre part, que pour l'un et l'autre, l'action du feu a dû être simultanée, puisque tous deux se trouvaient au milieu de l'incendie quand il a été allumé, et que la vie de Madame Maes persistait encore en ce moment, nous n'hésitons pas à déclarer que Madame Maes a survécu.

Paris, 10 septembre 1835.

Les conclusions d'Ollivier d'Angers sont pleinement justifiées et la constatation sur le cadavre de Madame Maes de brûlures à caractères vitaux, alors que celles relevées sur le cadavre de son mari ne présentaient aucun de ces caractères, suffit à admettre sans réserves la survivance de Madame Maes. Cette présomption a une réelle valeur et dans de pareils événements le médecin ne devra pas hésiter à conclure en s'appuyant sur elle, à moins toutefois que les circonstances du fait n'établissent le contraire d'une manière évidente.

Les médecins experts peuvent être encore appelés à donner leur avis dans d'autres événements, tels que l'écroulement d'un édifice qui ensevelit sous ses débris les personnes qui s'y trouvaient au moment de la chute, l'éboulement de carrières enterrant vivants les ouvriers qui y travaillent, enfin les coups de grisou qui peuvent déterminer la mort violente des mineurs, ou encore les faire périr d'inanition en interrompant toute communication entre les galeries où ils se trouvent et l'extérieur. Foderé prétend que la gravité des blessures relevées sur les victimes pourra nous donner des indica-

tions, ainsi nous devrions croire que celui qui n'a aucune blessure est mort le dernier ; or, qu'est-ce qui nous prouve que cet homme n'est pas mort subitement par lésion interse ou encore par le mécanisme de l'inhibition comme l'appelle Brown Séquard. Il peut se faire en effet que par une excitation les mouvements reflexes s'arrêtent au lieu de se produire, que le centre excité paralyse l'action des autres qui sont déjà en activité. La physiologie nous apprend que l'excitation du nerf pneumogastrique modère puis arrête le mouvement du cœur ; c'est le phénomène de l'inhibition, et la mort brusque ne serait ainsi peut-être que le résultat d'un reflexe partant de la périphérie et déterminant l'irritation des noyaux centraux du pneumogastrique et par conséquent l'arrêt subit du cœur. Dans le cas de mort subite par lésion pathologique d'un organe quelconque, telle que : surcharge graisseuse du cœur, rupture d'un anévrisme, embolies capillaires, polypes du larynx, goître plongeant, l'autopsie permettrait encore de déterminer la cause de la mort, mais dans le cas de mort par inhibition il n'y a point d'altération d'aucun organe qui puisse nous permettre d'établir d'une manière catégorique comment la mort s'est produite.

Les parties du corps humain dont la contusion peut provoquer la mort subite sont les régions laryngées et épigastriques, les organes génitaux, les narines, l'irritation même de ces régions suffit parfois à déterminer la mort. Sous le règne de Louis-Philippe, un médecin danois prétendait guérir, ou du moins arrêter, les accès d'asthme en cautérisant le pharynx avec de l'ammoniaque. Il avait acquis un certain renom et la sœur du roi

voulut se soumettre à son traitement, sur ces entrefaites une dame d'honneur, asthmatique également, mourut subitement au moment où le médecin lui touchait le pharynx avec l'ammoniaque. De pareils exemples ne sont pas rares. L'histoire de l'abbé Delacollonge est classique. Celui-ci, au moment de se séparer de sa maîtresse, avait par manière de plaisanterie fait le simulacre de l'étrangler ; il avait à peine posé, un peu brusquement peut-être, la main sur le cou de cette femme qu'elle tombait morte à ses pieds.

Un officier de dragons faillit de la même façon tuer un de ses camarades qu'on eut infiniment de peine à rappeler à la vie.

La mort du portier du collège d'Aberden n'est pas moins typique. Pour se venger de lui les étudiants auxquels il était odieux le conduisirent de force dans une salle où ils firent le simulacre de l'exécuter. On apporta un billot et une hache. On fit agenouiller le portier devant le billot et après lui avoir bandé les yeux un étudiant lui appliqua sur la nuque un coup de serviette mouillée. Lorsqu'on lui enleva le bandeau il était mort. Nous avons trouvé dans le livre de Brouardel, sur la mort subite, plusieurs autres exemples du même genre.

Un laboureur, plein de santé, reçoit un léger coup de revers de main sur l'estomac. Il expire immédiatement ; à l'autopsie, on ne trouve aucune marque de violence.

Un homme de 40 à 50 ans, dans une lutte avec une femme, reçoit un coup sur les testicules. Il s'écrie : « Je suis mort », et tombe. Il n'y avait point de lésions à l'autopsie qui puisse expliquer la mort.

Deux enfants de 12 à 14 ans, apprentis typographes,

jouaient dans l'atelier après le déjeuner ; il se roulent par terre, luttent un peu, se bousculent, mais en riant, sans qu'il y ait eu dispute ou altercation, La cloche qui annonce la reprise du travail sonne. Le petit apprenti, qui était alors couché sur son camarade, se relève en riant, lui donne un léger coup de pied sur la région épigastrique et dit : « Tu es vaincu, tes épaules ont touché. ». L'autre veut se relever mais retombe mort. On ne trouva rien à l'examen du cadavre.

Un malade, auquel on devait faire une lithotritie, succombe au moment où le médecin introduit la sonde dans l'urèthre. Il n'y a pas eu d'autopsie.

Ainsi, d'après les exemples qui précèdent, on peut voir que la mort peut se produire assez souvent par le mécanisme de l'inhibition et que jamais l'autopsie du cadavre ne permet, dans ce cas, à l'expert de trouver une lésion organique qui ait pu déterminer la mort. Aussi maintenant l'affirmation de Foderé n'a plus de valeur ; l'absence de blessures ne prouvera pas qu'un individu a survécu à un autre sur lequel on en trouve de multiples, ce serait plutôt au contraire, à notre avis, une preuve que celui-ci est mort le premier, et, si on ne trouve point de cause interne qui puisse expliquer la mort, on pourra toujours dire que la victime est morte d'inhibition, par conséquent qu'elle a très bien pu succomber avant une autre chez qui des blessures très graves ont pu amener une mort même très rapide.

M. Brown Séquard assigne à la mort par inhibition trois caractères particuliers : 1<sup>o</sup> mort sans agonie ; 2<sup>o</sup> le sang veineux reste rouge très longtemps au lieu de

devenir noir ; 3° la température du cadavre baisse très rapidement.

Si ces caractères sont suffisants pour conclure à la mort par inhibition, quand l'examen se fait immédiatement après ; lorsqu'on se trouve en présence de cadavres qui ont été retirés de décombres après un temps plus ou moins long, et, alors que l'autopsie se fait tardivement, il n'est plus possible de les constater et par conséquent d'affirmer quoi que ce soit. Mais, par exemple, dans les coups de grisou, s'il y a des mineurs qui succombent à leurs blessures, il y en a qui n'en ont que des très légères et qui meurent d'inanition au bout d'un temps assez long parce qu'ils sont privés de communications avec l'extérieur. Dans un pareil cas nous pouvons utiliser un procédé qui pourra, même indépendamment de la nature des blessures relevées sur les cadavres, nous permettre de conclure à la survivance de l'une ou l'autre des victimes. C'est par la Docimasie hépatique que nous pourrons savoir si un homme a succombé subitement ou, au contraire, s'il est mort après une longue agonie. La docimasie consiste à rechercher si le foie d'une personne morte renferme du glycogène et du glycose. On sait, depuis Claude Bernard que le foie des suppliciés renferme une grande quantité de matières sucrées, d'autre part, Monsieur Lacassagne a démontré d'une manière irréfutable que le foie des individus morts après une longue agonie ne contient plus une trace de ces matières.

De nombreuses expériences faites à ce sujet ont établi d'une manière définitive, que le glycogène et le glycose étaient absolument absents du parenchyme du foie sur des sujets morts de maladie et qu'une agonie, si courte

qu'elle soit, fait disparaître le sucre, tandis que le foie des personnes mortes brusquement renferme toujours une grande quantité de matières sucrées. « Jamais, disent MM. Lacassagne et Martin, nous n'avons observé des faits contradictoires et pouvant aller à l'encontre de cette loi : *Lorsqu'un organisme a succombé à la suite d'une maladie ou d'une intoxication amenant une agonie, le foie ne contient plus de traces de matières sucrées. Après la mort subite ou violente on retrouve au contraire dans le foie et en abondance des matières sucrées.* »

La recherche du glycogène et du glycose dans le foie, ainsi entendue au point de vue pratique, a la valeur que l'on donne en clinique à la recherche de l'albumine dans l'urine.

Il résulte en outre des recherches faites par M. Lacassagne que la putréfaction prolongée de la glande n'introduit même pas d'éléments perturbateurs capables de nous induire en erreur. C'est ainsi qu'à diverses reprises après avoir laissé putréfier à l'air libre des foies humains ou d'animaux dont un premier examen avait indiqué la teneur en glycogène et en glycose, on retrouva dans ces foies, huit jours, quinze jours, un mois après la mort, en moins grande quantité, il est vrai, du glycogène et du glycose, mais la réaction était toujours positive.

Les applications médico-légales de la méthode sont multiples ; dans les questions de survie qui nous occupent, la docimasie hépatique sera d'application courante. L'iode de potassium ioduré permettra de déceler la présence du glycogène en donnant une coloration rouge acajou ; la liqueur de Fehling donnera un précipité rouge d'oxydure de cuivre s'il y a du sucre. Les réactions se

feront sur le liquide filtré provenant du foie soumis à l'ébullition. Le manuel opératoire de cette épreuve est très facile et peut se faire très rapidement.

Grâce à la docimasie, il sera facile de démontrer que dans un accident de mine, les uns ont pu mourir brusquement par inhibition ou par le fait de blessures graves, que les autres au contraire ont succombé à l'inanition. Si on demande au médecin expert de déterminer l'ordre des décès des deux victimes, et qu'il ne constate aucune trace de matières sucrées dans le foie de l'une, trouvant au contraire du glycogène et du glycose dans le foie de l'autre, il pourra conclure sans réserve que la seconde est morte brusquement au moment de l'accident, que la première n'a succombé qu'après une longue agonie et que par conséquent celle-ci a survécu à l'autre. Si même il ne peut attribuer la mort brusque à des blessures qui feraient défaut, il pourrait toujours la mettre sur le compte de l'inhibition dans le cas où aucune altération organique interne ne pourrait l'expliquer.

La question de survie est souvent posée dans les asphyxies par les gaz méphitiques et principalement par l'oxyde de carbone, qu'elles soient le résultat d'un accident ou d'un suicide. Deux cas peuvent se présenter. 1° La mort est causée par l'intoxication oxycarbonée. 2° Il peut se faire que dans un incendie des victimes périssent brûlées ou asphyxiées par le gaz et alors il s'agit de savoir si elles ont succombé à l'une ou l'autre cause.

Examinons d'abord le cas où l'oxyde de carbone agit seul. A ce propos les présomptions de survie que les médecins peuvent fournir résultent d'une part de la situation exacte qu'occupent les cadavres des victimes, et

de la disposition des lieux, d'autre part de leur âge et surtout de leur sexe.

La situation occupée par les cadavres a une importance considérable. Il résulte en effet des expériences d'Orfila que l'envahissement d'une chambre par les gaz toxiques marche de haut en bas. Orfila, dans une chambre de petites dimensions, a disposé le long des murs des bougies allumées et des cages renfermant des oiseaux, puis il a fait brûler du charbon dans un réchaud. Les bougies placées à la plus grande hauteur s'éteignent d'abord, les oiseaux placés dans les cages les plus élevées meurent les premiers.

Lorsque la chambre est grande les effets toxiques se manifestent dans l'ordre suivant : en haut d'abord, puis en bas, les bougies, les oiseaux compris dans la zone intermédiaire résistent le plus longtemps. Le charbon étant allumé au milieu de la chambre, la colonne des gaz toxiques qui se dégagent monte au plafond ; elle s'étale sur ce plafond qui est froid, puis les gaz redescendent ensuite le long de ces parois en se refroidissant toujours davantage. Ils constituent ainsi, dans le bas une nouvelle zone toxique.

Les expériences d'Orfila sont d'ailleurs confirmées par les faits. Ainsi, dans l'incendie de l'Opéra-Comique, tous les spectateurs de l'orchestre ont pu retirer du vestiaire les vêtements déposés, car les gaz en même temps que les flammes, après avoir franchi le rideau d'Arlequin, sont redescendus seulement après par les couloirs et les escaliers par lesquels s'effectuait un tirage comme dans les cheminées. Ainsi, on peut dire que de deux personnes intoxiquées par l'oxyde de carbone placées à des hauteurs

différentes sur un lit et un parquet dans la même pièce, celle qui sera couchée sur le lit aura subi plus tardivement l'action des gaz et aura succombé après celle qui sera couchée par terre.

Mais encore la marche de l'intoxication peut varier suivant l'état des lieux. Si l'un des côtés de la pièce est muni d'un grand vitrage ou exposé au nord, ce côté sera plus froid, le courant descendant du gaz y sera plus accentué et l'individu dont le lit sera placé le long de ce côté succombera avant celui dont le lit sera placé le long de la paroi opposée. Il faudrait dans ce cas répéter les expériences d'Orfila et placer des bougies là où se trouvent les lits.

Il y a des faits plus particuliers encore qui peuvent se présenter et dont on pourrait se rendre difficilement compte si on n'instituait pas une série d'expériences qui permette de les expliquer. Le Dr Faure a publié dans les *Archives de médecine* 1856, le résultat de ses expériences qu'il fit sur des chiens précisément à l'occasion de pareils faits. Il avait soumis à l'action de l'oxyde de carbone plusieurs chiens qu'il enfermait dans des caisses et il était étonné de voir un caniche, toujours le même, résister à toutes les tentatives d'intoxication. Fort intrigué, il fit pratiquer à la caisse qui lui servait dans ses expériences, un châssis vitré. Il vit alors que le caniche allait coller son nez en certains endroits près de la paroi où l'air extérieur, grâce à une fissure, pénétrait dans la caisse. Ce que ce chien faisait d'une façon très intelligente, les victimes des accidents par intoxication oxycarbonée le font quelquefois instinctivement sans s'en douter. Ollivier d'Angers a cité le cas d'une femme qui a survécu à son mari couché dans

le même lit parce qu'il y avait une petite fente dans la cloison de son côté. Brouardel rapporte le fait où quatre ouvriers ont été intoxiqués dans une chambre, quai des Tournelles, par un poêle placé à l'étage inférieur. Trois de ces hommes sont morts, si le quatrième a survécu, tandis que son camarade de lit a trouvé la mort à côté de lui, c'est parcequ'en dormant il avait le nez appliqué sur une cloison vitrée dont un carreau était cassé et mal fermé par un caleçon roulé en tampon.

Ainsi il sera toujours permis dans de pareils cas de faire les expériences si simples que nous venons de décrire et le médecin expert pourra toujours apporter des conclusions affirmant la survie de tel ou tel individu quand il aura étudié la marche que les gaz ont suivie, la disposition des lieux et la place que les cadavres des victimes occupaient. Il ne faudra pourtant point oublier de faire l'épreuve de la docimasie hépatique qui permettra en tous cas de savoir si un individu est mort subitement au cours de l'intoxication.

Une autre présomption de survie dans l'asphyxie par l'oxyde de carbone sera basée sur l'âge et principalement sur le sexe.

Il est de toute évidence que la femme résiste mieux à l'asphyxie que l'homme et celui-ci mieux que l'enfant.

Foderé attribuait cette résistance à une « moindre nécessité de la respiration à cause d'un sang moins échauffé, moins carbonisé et moins chargé des détritits de l'action vitale, d'où il résulte que la femme souffre moins que l'homme du défaut de la respiration et du manque d'air oxygéné. » Devergie, à ce sujet, a fait à la Préfecture de police et au Parquet, un relevé sur la proportion

de la mortalité de l'homme et de la femme. Dans le nombre total des cas d'asphyxie qui ont eu lieu de 1834 à 1835 et qui est de 184 il y en a eu 19 où les asphyxies ont été doubles (homme et femme); 3 personnes ont été sauvées et ce sont 3 femmes. Dans les cas d'asphyxie unique la proportion des femmes sauvées est plus considérable que celle des hommes puisqu'on compte 18 femmes rappelées à la vie sur 73 et 19 hommes sur 83, on a pu donc sauver le quart des femmes et un cinquième des hommes seulement.

M. Sardaillon a rapporté dans le tome X des *Annales d'hygiène*, p. 168, l'exemple d'une asphyxie survenue dans une petite loge de portier chez trois personnes, le père, la mère et l'enfant âgé de sept ans. Ce dernier a succombé, le père a été fort malade et on a eu beaucoup de peine à le rappeler à la vie; la femme a résisté à l'asphyxie puisqu'elle a pu appeler au secours et en donner à son mari ainsi qu'à son enfant.

Tourdes, dans son *Traité de médecine légale* cite le fait suivant :

En janvier 1841, une famille résidant à Strasbourg et composée de trois hommes et trois femmes, le père, deux fils, la mère, la fille et une domestique, restèrent pendant quarante heures dans une atmosphère infectée par le gaz d'éclairage. Quand on découvrit l'accident, les quatre personnes les plus jeunes, les deux fils, la fille et la domestique étaient mortes. Le père et la mère respiraient encore, mais en dépit du traitement le père mourut en vingt-quatre heures tandis que la mère guérit.

Le Dr Rougier, de Marseille, a rapporté trois observa-

tions où la femme a survécu ou n'a que de légers malaises, tandis que l'homme fut gravement malade.

Causse, dans les *Annales d'hygiène* relate l'asphyxie de trois personnes, le mari âgé de soixante-trois ans, fort et robuste, la femme âgée de soixante-six ans, d'une assez bonne constitution, de la belle-fille, âgée de vingt-trois ans, d'une santé délicate, le mari seul succomba, les deux femmes furent rappelées à la vie.

Dans un cas que nous avons observé où M. G..., âgé de trente-quatre ans et sa femme âgée de vingt-huit ans, avaient été intoxiqués accidentellement dans leur chambre par de l'oxyde de carbone, le mari seul mourut.

Enfin, M. Lacassagne, dans la consultation qu'il a donné au sujet de la double asphyxie des époux Tarbé des Sablons, a démontré que M<sup>me</sup> Tarbé avait succombé bien après son mari mort subitement au cours de l'intoxication oxycarbonée, en s'appuyant exclusivement sur les circonstances du fait et sur les résultats de l'autopsie.

### **Consultation médico-légale dans l'affaire Tarbé des Sablons.**

PAR MONSIEUR LACASSAGNE

RESUME. — M. M<sup>me</sup> Tarbé des Sablons s'étaient couchés bien portants, le 13 Décembre 1900, à 9 heures  $\frac{1}{2}$  du soir. Le lendemain 14, vers 11 heures  $\frac{1}{2}$  du matin, ils étaient trouvés morts dans leur chambre. Ce double décès fut attribué à une cause accidentelle, asphyxie par l'oxyde de carbone, ce qui fut d'ailleurs facile à établir. M. et M<sup>me</sup> Tarbé avaient tous deux soixante-trois ans, toutefois M<sup>me</sup> Tarbé était plus âgée de neuf mois.

L'enquête établit qu'ils s'étaient couchés entre 9 heures et quart et 9 heures et demie. La femme de chambre les quitta vers 10 heures et quart quand ils furent au lit, M. Tarbé lisant le journal à haute voix. Le lendemain matin, quand elle pénétra à 9 heures dans la chambre à coucher, elle aperçut M. Tarbé en robe de chambre, assis sur une chaise, le coude appuyé sur le lit de Madame Tarbé. Il fit signe avec la main à la femme de chambre de ne pas avancer, et il lui dit : « Non pas Madame », puis il désigna sur le parquet une petite cuvette contenant des choux de Bruxelles et des morceaux de viande non mâchés, et ajouta que c'était Madame qui avait vomi. Monsieur Jean Cahen, neveu de M<sup>me</sup> Tarbé, pénétra aussi vers cette heure dans la chambre de ses parents. Ceux-ci dormaient ainsi que l'indiquaient deux ronflements dont l'un était plus fort que l'autre. Il se retira pour ne pas les réveiller. Enfin vers 11 heures trois quarts, la femme de chambre, surprise de ne pas être appelée par ses maîtres, se décida à entrer dans la chambre. Elle trouva M. Tarbé encore assis près du lit le visage tourné vers la porte, la tête inclinée sur le lit, un peu appuyée sur l'estomac de Madame. Les lèvres de M. Tarbé étaient noires avec un peu d'écume au coin de la bouche; ses doigts étaient souples.

Elle constata que le bras de M<sup>me</sup> Tarbé était froid.

La bonne effrayée appela au secours; l'impression des témoins qui accoururent aussitôt, fut que le corps de M<sup>me</sup> Tarbé était froid, tandis que celui de son mari était moins refroidi. C'est à ce dernier qu'on tenta de faire immédiatement la respiration artificielle, on pensait qu'il n'était pas encore mort et qu'il y avait peut-être quelques chances de le rappeler à la vie complètement. Plus tard, au moment de l'enquête, les domestiques ajoutèrent même qu'à 11 heures et demie, en appuyant la tête sur la poitrine de M. Tarbé, il y avait quelques légers battements de cœur.

Monsieur le docteur Landouzy interrogé sur l'état de santé de M. Tarbé, déclara que ce dernier était de tempérament arthritique, migraines, hémorroïdes, camptodactylie, érythème

marginé. Le docteur Bourcy fut consulté en 1887 par M. Tarbé pour une hémoptysie, à différentes reprises pour l'oppression, des palpitations, et en 1896 pour un accès douloureux rappelant l'angine de poitrine. M<sup>me</sup> Tarbé était atteinte d'un fibrome utérin, de diabète sucré, à faible polyurie (2 litres  $\frac{1}{2}$ ), d'aortite remontant à de longues années. En 1899, elle eut des accidents graves, diarrhée, vomissements, demi coma, et elle n'était pas remise complètement en novembre 1900.

L'autopsie des deux cadavres permit de constater que tous deux étaient prédisposés à la mort subite, cette prédisposition était plus évidente pour M. Tarbé. Dans les poumons de ce dernier, il y avait des tubercules au sommet, la plèvre était couverte d'adhérences, le cœur avait une surcharge graisseuse considérable, avec une myocardite interstitielle, l'artère coronaire portait quelques plaques athéromateuses.

Toutes ces lésions expliquent les accès d'oppression constatés pendant la vie de M. Tarbé, qui avaient rappelé certaines formes de l'angine de poitrine.

Sur le cœur de M<sup>me</sup> Tarbé on releva une altération des valvules sigmoïdes de l'aorte, ayant produit un rétrécissement de l'orifice aortique, il y avait en outre une inflammation assez considérable de l'aorte (aortite). Les reins étaient un peu sclérosés, il y avait aussi des plaques athéromateuses des artères de l'encéphale.

De l'avis de Monsieur Lacassagne, M. Tarbé était plus exposé à mourir subitement que sa femme et il est certain pour lui, que ce dernier a succombé à une mort rapide et subite.

L'autopsie permit, en outre, de constater du côté de la peau, du côté des poumons et des bronches du côté du tube digestif de M. Tarbé, des lésions congestives avec coloration spéciale qui font prévoir la présence dans l'organisme du gaz toxique. Les organes de M<sup>me</sup> Tarbé étaient, au contraire, beaucoup moins démonstratifs et sans le secours du spectroscope, il eût été impossible à un médecin de supposer une intoxication oxy-carbonée. M. Tarbé avait donc absorbé davantage d'oxyde de carbone que sa femme.

Enfin on constata dans le ventricule droit du cœur de M<sup>me</sup> Tarbé, la présence d'un caillot de 20 cent. de longueur, y compris son prolongement dans l'artère pulmonaire. Les cavités du cœur de M. Tarbé étaient vides, il n'y avait point de caillot. Or, on sait que lorsqu'un organisme a succombé après une agonie, on constate dans les cavités du cœur des caillots plus ou moins volumineux qui s'étendent de là dans les grands vaisseaux. Cela permet de conclure que M<sup>me</sup> Tarbé succomba lentement, après une agonie, à l'asphyxie lente par l'oxyde de carbone. Les lésions relevées dans l'autopsie de M. Tarbé démontrent, au contraire, que celui-ci a dû succomber brusquement, au cours de l'intoxication par l'oxyde de carbone.

Monsieur Brouardel chargé du premier rapport conclut, malgré l'autopsie et les notes remises par les médecins traitants, qu'on ne pouvait déduire une preuve certaine en faveur de M. ou M<sup>me</sup> Tarbé, mais que l'impression de tous les témoins a été que M. Tarbé avait survécu à sa femme, qu'on pouvait espérer le sauver en lui donnant des soins, que pour M<sup>me</sup> Tarbé tout espoir devait être abandonné.

Monsieur Lacassagne fut chargé d'une contre-expertise.

En étudiant la disposition des lieux, la température de l'appartement, enfin la place et la direction des courants d'air qui pouvaient se produire, il lui fut permis de constater que M. Tarbé était précisément assis dans le courant d'air méphitique qui venait du cabinet de toilette.

Au contraire, M<sup>me</sup> Tarbé se trouvait plus éloignée de ce courant, en arrière pour ainsi dire, et comme abritée par ses oreillers. De plus, son mari s'était levé, avait fait du thé dans le cabinet de toilette, luttant contre un froid assez vif, c'est-à-dire qu'il a profondément et plus souvent respiré, a absorbé par conséquent plus d'oxyde de carbone que Madame, allongée, ne faisant aucun mouvement, dans cet état nauséux et presque demi-syncopal qui a dû se prolonger longtemps pour produire le caillot d'agonie trouvé par Monsieur Brouardel.

Les témoins avaient été d'accord pour dire que le corps de M<sup>me</sup> Tarbé était froid, tandis que celui de son mari l'était

beaucoup moins, ils ne l'affirment pas d'ailleurs catégoriquement, mais du moins disaient-ils, c'était leur impression. Ces témoignages n'ont pas grande valeur; il est certain qu'en hiver, le 14 décembre, les témoins venus de dehors avaient leurs mains plus ou moins chaudes, dans tous les cas peu aptes à apprécier ou à doser le calorique. Les témoins ont indiqué une sensation ou une impression au contact de la peau découverte ou non. Il est certain que seul le thermomètre introduit dans le rectum aurait pu donner une notion précise sur la température de l'un et de l'autre cadavre. Mais même si le corps de M. Tarbé présentait une température plus élevée, ce ne serait point un argument en faveur de sa survivance, mais cela prouverait aussi que l'intoxication avait été plus profonde et plus complète. M. Tarbé de plus, était obèse et son corps devait se refroidir plus lentement. M<sup>me</sup> Tarbé était très amaigrie, au contraire. La coloration du visage et les lèvres vermeilles et le corps couvert de plaques rouges indiquaient chez M. Tarbé, une intoxication profonde qui a été expliquée par le fait qu'il s'était trouvé beaucoup plus exposé aux courants d'air méphitique. M<sup>me</sup> Tarbé a été trouvée très froide et très pâle parce qu'elle venait de succomber. La face de M. Tarbé était rosée, avec plaques en différents points du visage et aux oreilles, les lèvres étaient noires, une écume rose sortait de la bouche, la chaleur paraissait conservée, toutes ces constatations montrent qu'il avait été fortement intoxiqué.

Monsieur Lacassagne établit ensuite que les déclarations faites par les domestiques au sujet des pulsations cardiaques qu'ils auraient entendues sont certainement entachées d'erreur, elles sont le résultat très probable de fausses interprétations. La bonne foi des témoins a été surprise, car les médecins eux, en auscultant les deux cœurs n'ont rien entendu et s'ils ont cru, à cause de l'aspect de la face et des lèvres, de la chaleur, que Monsieur était encore en vie, c'est qu'ils ignoraient que la mort était due à l'action de l'oxyde de carbone, qui donne aux cadavres des individus fortement intoxiqués cet aspect et cette conservation du calorique. C'est ainsi qu'il

paraît démontré que l'impression des médecins et des domestiques a été fausse en ce qui concerne le prédécès de M<sup>me</sup> Tarbé, ou du moins que cette impression ne s'appuie sur rien d'exact.

Il résulte\* de cette discussion que M. Tarbé a absorbé une plus forte dose d'oxyde de carbone que M<sup>me</sup> Tarbé, et si son cadavre était plus chaud, cela tenait à l'action plus marquée de l'oxyde de carbone. Il avait des alterations du cœur et des vaisseaux qui le prédisposaient d'une façon toute particulière à la mort subite. Il est mort rapidement au cours d'une intoxication oxy-carbonée. Sa femme est morte lentement et après une agonie prolongée. Les présomptions sont que M. Tarbé a été sidéré entre neuf heures et demie et dix heures. Il est donc mort vers dix heures et après son décès, sa femme vivait encore, car elle a vomi sur son oreiller des matières alimentaires constatées par plusieurs témoins. Elle était dans un état demi-syncope ou comateux qui a duré probablement assez longtemps puisqu'il s'est formé ce long caillot d'agonie et que se sont produits aussi ces autres signes de la mort lente, la pâleur de la face, le refroidissement marqué de la peau.

*Conclusions :* 1° M. et M<sup>me</sup> Tarbé des Sablons ont succombé aux suites d'une asphyxie par l'oxyde de carbone. 2° Les résultats de l'autopsie, la disposition des lieux, la situation des deux cadavres prouvent que M. Tarbé a été plus intoxiqué que M<sup>me</sup> Tarbé. 3° L'un et l'autre étaient atteints de lésions cardiaques graves qui faisaient redouter aux médecins habituels l'éventualité d'une mort subite. Les lésions trouvées à l'autopsie du côté du myocarde et de l'artère coronaire de M. Tarbé, les adhérences pleurales rendent compte de la possibilité d'une mort subite. Chez M<sup>me</sup> Tarbé, le cœur est trouvé un peu volumineux mais sans lésions, il y a de l'aortite, les reins sont un peu rétractés. 4° Les constatations faites par les experts démontrent que M. Tarbé a en effet succombé rapidement ou brusquement et que M<sup>me</sup> Tarbé a agonisé longtemps. 5° S'il n'y a pas de preuves directes du prédécès de l'un ou de l'autre des

époux Tarbé, les circonstances du fait que nous avons mises en évidence constituent des présomptions médicales précises et concordantes du prédécès de M. Tarbé.

La mort tragique d'Émile Zola vient encore à l'appui de tout ce que nous venons de dire. Elle a démontré incontestablement que dans les asphyxies par l'oxyde de carbone, le sexe des victimes, la place qu'elles occupaient et enfin l'examen spectroscopique de leur sang permettaient d'établir d'une façon certaine l'ordre des décès. Dans l'accident de la rue de Bruxelles, où Zola et sa femme ont subi pendant toute une nuit l'action des vapeurs oxycarbonées, le premier est mort, M<sup>me</sup> Zola, au contraire a survécu. Émile Zola a été trouvé étendu sur le parquet, il était donc dans la zone la plus dangereuse où se rassemblent d'abord toutes les vapeurs, comme l'ont prouvé les expériences d'Orfila, tandis que M<sup>me</sup> Zola qui était couchée sur son lit se trouvait dans la zone la plus inoffensive, où les gaz n'atteignent leur tension la plus forte qu'en dernier lieu. Enfin, l'examen du sang de Zola a permis d'y constater la présence de l'oxyde de carbone.

Cet événement vient en outre confirmer d'une manière absolue, les conclusions du rapport où, dans l'affaire Tarbé, M. Lacassagne a déclaré que toutes les présomptions de survivance étaient en faveur de M<sup>me</sup> Tarbé en s'appuyant principalement sur le sexe de la victime et sur la place que celle-ci occupait.

Il résulte des observations que nous venons de citer que le sexe féminin est une forte présomption de survie dans les cas d'asphyxie par l'oxyde de carbone; mais en

outre il a été démontré que dans d'autres cas encore, à l'encontre de ce qu'admet la présomption légale, la femme échappait beaucoup plus souvent à la mort que l'homme. (Delahaye, thèse de Montpellier, 1886-87. — Survie en faveur du sexe féminin). Cet auteur tire ses conclusions d'un grand nombre d'expériences, d'observations, et de statistiques. Les artères de la femme jouissent, dit-il, d'une plus grande énergie, elles ont plus de sang, mais celui-ci se porte moins abondamment aux extrémités et à la surface. Aussi la femme résiste mieux aux hémorragies, parfois même considérables et se relève très rapidement de ces pertes. Delahaye cite une observation du Dr Rougier (*Marseille médical*, 1893), où une femme perdit quatre litres de sang, et reprit le lendemain ses occupations habituelles. Les femmes sont livrées à des travaux moins pénibles et par conséquent perdent moins de force que les hommes. Elles jouissent en outre d'une prédisposition spéciale à la syncope.

Il résulte des statistiques que les enfants morts-nés l'emportent dans le sexe masculin. M. Lacassagne dans son *Hygiène*, p. 565, dit : « L'analyse par sexe donne toujours une mortalité plus forte aux garçons qu'aux filles, mais la différence est un peu moins marquée pour les enfants nés hors du mariage. » Cette immunité de la femme s'observe également dans des maladies dont la période ultime est l'asphyxie comme le choléra.

En 1871 à Saint-Petersbourg, moitié plus d'hommes que de femmes succombèrent au choléra. Les diverses épidémies qui ont éclaté en France ont fait plus de victimes dans le sexe masculin.

Il ne sera pas superflu de citer les statistiques faites par Delahaye lui-même.

La statistique des décès à Marseille en l'année 1883, donne un total de 3.680 hommes pour 3.079 femmes.

Les recensements faits à Bordeaux, Ajaccio, Lyon, Marseille donne une proportion de la mortalité beaucoup plus grande pour l'homme que pour la femme.

Les décès des cholériques à Marseille pour les années 1834, 1835, 1849, 1854, 1866, donnent le total de 7.039 hommes pour 5.849 femmes. A Toulon en 1835, 1.060 hommes et 697 femmes seulement succombèrent.

Enfin les statistiques de la mortalité dans la fièvre typhoïde, la scarlatine, la rougeole, donnent un excès notable pour les hommes.

Delahaye a fait aussi des expériences de submersion et d'asphyxie sur des animaux mâles et femelles (lapins et cochons d'Inde).

Dans 12 expériences de submersion, il a obtenu dix résultats positifs et deux négatifs. Dans les dix premiers la survie de la femelle avait varié de 25 secondes à 1 minute. Dans douze expériences d'asphyxie dans l'air confiné, il y eu également dix résultats positifs où la femelle a survécu 2, 3, 4, 5, 6, 7 et même 13. minutes au mâle.

Nous connaissons maintenant toutes les présomptions de survie qui peuvent être alléguées par un médecin dans un accident, un assassinat, un suicide en faveur de telle ou telle personne. En outre comme nous l'avons montré, il est très rare qu'elles concordent avec celles qu'a créées

le législateur. Celles-ci en effet sont arbitraires puisque l'expérience et les faits établissent qu'en général les choses ne se passent pas comme elles l'admettent; que le plus jeune ne survit pas toujours au vieillard, que l'enfant agé de moins de seize ans ne meurt pas avant l'adulte dans tous les cas et qu'enfin la femme ne succombe pas forcément avant l'homme. Nous avons au début de cette étude démontré l'inutilité de la présomption légale, nous savons maintenant qu'elle ne correspond pas à la réalité des faits.

S'il y avait utilité absolue de créer une présomption légale ce ne serait point la différence d'âge et de sexe, facile à établir mais arbitraire, qu'il faudrait invoquer; les présomptions que nous avons admises pour chaque fait particulier les remplaceraient avantageusement et auraient au moins une valeur indiscutable. La classification en serait sans doute difficile mais au moins aurait-elle le mérite d'avoir été faite sur des bases très solides.

Si les présomptions légales étaient absolument nécessaires nous n'hésiterions pas à demander la suppression des articles 721 et 722 du code civil pour les faire remplacer par d'autres ou nous ferions entrer nos présomptions, mais cela est inutile puisque de l'avis même des jurisconsultes il résulte que les articles 135 et 136 permettent de trancher facilement et raisonnablement toutes les questions de survie.

Il y a une autre raison encore que leur inutilité, pour laquelle nous ne croyons pas juste de créer des présomptions, c'est que si fortes qu'elles puissent être il nous sera impossible d'affirmer, d'une manière absolue, en nous appuyant sur elles pour conclure, que les choses se sont

passées de telle ou telle façon, si les circonstances du fait ne viennent pas contrôler et confirmer notre affirmation. Une présomption n'est pas une preuve et quelle que soit sa valeur elle gardera toujours son caractère indécis aux yeux du juge.

Quatre-vingt-dix-neuf centièmes de preuve ne feront jamais une preuve démonstrative ; jamais un grand nombre de présomptions n'auront la valeur d'une seule vérité mathématique.

Nous n'irons pas jusqu'à dire pourtant que les nôtres soient absolument inutiles, bien au contraire, nous sommes persuadés qu'elles peuvent jeter une lumière éclatante sur les problèmes les plus obscurs et que souvent, grâce à elles, nous entraînerons la conviction des juges. Et ce n'est pas une raison parce que nous ne pouvons pas donner la preuve qu'une chose s'est passée de telle ou telle manière pour que nos arguments n'aient plus de valeur et que le juge ne doive plus en tenir compte.

L'article 135 du code civil dit que : « Quiconque réclamera un droit échu à un individu dont l'existence n'est pas reconnue, devra prouver que le dit individu existait quand le droit a été ouvert, jusqu'à cette preuve il sera déclaré non recevable en sa demande. » Dans l'état actuel de la science nous ne pouvons pas faire cette preuve, si nous n'avons pas nous mêmes assisté au décès des personnes, si nous ne connaissons pas les circonstances du fait, ou enfin si nous manquons de tout témoignage direct, mais au moins pourrions-nous dire que toutes les présomptions que nous croyons pouvoir donner sont en faveur de la survie de tel ou tel individu, qu'elles ne sont pas arbitraires, qu'elles répondent à ce qui se passe

en général dans la nature et à ce que l'expérience et les faits nous ont appris.

Nous les livrons à l'appréciation des juges. Ceux-ci rendront leurs jugements suivant leur conscience. Sachant très bien que le médecin n'a d'autre souci que celui de la justice et de la vérité, ils s'inclinent presque toujours devant nos raisons après s'être entourés du plus grand nombre de renseignements possible, après avoir pris l'avis de plusieurs experts et après avoir mûrement réfléchi.

Les présomptions légales, telles qu'elles sont conçues dans les articles 721 et 722 sont inutiles et arbitraires. Il faut les supprimer et ne point en créer d'autres, mais s'il n'est aucun besoin de les remplacer par celles que nous avons établies, au moins pourrions-nous dire que les nôtres sont véritablement scientifiques et rationnelles et qu'elles doivent être d'un grand poids dans les décisions de la justice. S'il arrive pourtant à l'expert de déclarer son impuissance dans certains cas, le juge pourra toujours éviter l'arbitraire et l'injuste en laissant le cours aux principes de l'article 136 du code civil.

---

## CONCLUSIONS

---

1° Les présomptions légales établies par les articles 721 et 722 du Code civil sont arbitraires et inutiles.

2° Il faut les rayer du Code et il n'est pas nécessaire de les remplacer par d'autres, puisque les articles 135 et 136 permettent de trancher équitablement toutes les questions de survie.

3° Les prescriptions médicales quelques fortes et rationnelles qu'elles soient, contrôlées et confirmés d'ailleurs par les expériences et par les faits, ne peuvent avoir la valeur d'une preuve mathématique.

4° Elles doivent pourtant être d'un grand poids dans les arrêts rendus par les juges, et à elles seules, indépendamment même des circonstances du fait, elles peuvent souvent suffire à résoudre les problèmes les plus obscurs et les plus délicats.

*Vu :*

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,  
LACASSAGNE.

*Vu :*

LE DOYEN,  
LORTET.

*Vu et permis d'imprimer :*

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,  
Président du Conseil de l'Université,  
G. COMPAYRÉ.

---



## BIBLIOGRAPHIE

---

- AUBRY. — *Archives d'anthropologie criminelle*, VII, 1892.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — *Traité de droit civil*, 1890.
- BRIAND et CHAUDÉ. — *Traité de médecine légale*, 1880.
- BROUARDEL. — *La mort subite*, 1895.
- *Asphyxies par le gaz et les vapeurs*, 1896.
  - *La pendaison. La strangulation*.
  - *La suffocation. La submersion*, 1897.
- DALLOZ. — *Répertoire de jurisprudence*.
- *Code civil annoté*.
- DELAHAYE. — *Survie en faveur du sexe féminin*, thèse Montpellier, 1886.
- DEVERGIE. — *Traité de médecine légale*, 1852.
- FODERÉ. — *Traité de médecine légale*, 1813.
- LACASSAGNE. — *Traité de médecine légale*, 1886.
- *Vade mecum du médecin expert*, 1900.
  - *Question de survie : Affaire Rivoire*, 1893.
  - *Question de survie : Affaire Marcon*, 1893.
  - *Question de survie : Affaire Tarbé des Sablons*, 1902.
  - *De la docimasia hépathique*, 1900.
- LAURENT. — *Principes de droit civil*, 1873.
- LEBRUN. — *Traité des successions*, 1743-1775.
- LEGRAND DU SAULLE. — *Traité de médecine légale*, 1886.
- LOCARD. — *Le XVII<sup>e</sup> siècle médico-judiciaire*, 1902.
- OLLIVIER D'ANGERS. — *Annales d'hygiène*, tome XXIX-XXX, 1843.
- ORFILA. — *Traité de médecine légale*, 1836.
- SARDAILLON. — *Annales d'hygiène*, tome V, 1833.
- TARDIEU. — *Affaire Levainville. Annales d'hygiène*, tome XL, 1874.
- TAYLOR. — *Traité de médecine légale*, 1881.
- TOULLIER. — *Principes de droit civil*, 1879.
- TOURDES. — *Survie (Dictionnaire des sciences médicales)*, 1884).
- VALENTINI. — *Pandectes de médecine légale*, 1722.
- VIBERT. — *Précis de médecine légale*, 1900.
-



---

LYON

IMPRIMERIE A. STORCK ET C<sup>ie</sup>

Rue de la Méditerranée, 8

---





